Le passé dans le présent

ETHNICITÉ, CONFLITS ET POLITIQUE DANS L'EST DE LA RDC

Kasper Hoffmann, Godefroid Kihangu Muzalia, César Muhigirwa Tungali et Alice Mugoli Nalunva

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS / MAI 2022

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisanes, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Kasper Hoffmann est Professeur assistant à l'Université de Copenhague et chercheur post-doctoral à l'Université de Gand. Il est expert sur les dynamiques de conflits à l'Est de la République démocratique du Congo.

Godefroid Muzalia est Professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu. Il est directeur du GEC-SH, et co-fondateur du Réseau Congolais de Recherche sur la Paix et Sécurité.

César Muhigirwa Tungali est chercheur au GEC-SH et titulaire d'un Master en relations internationales de l'Université officielle de Bukavu.

Alice Mugoli Nalunva est chercheuse au GEC-SH. Elle a travaillé dans différents domaines dont la gouvernance foncière et les dynamiques urbaines à l'Est de la République démocratique du Congo.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLISHING

Traduction : Martial Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2022 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique

Photo de couverture : Carte coloniale des groupes ethniques, dans Moeller, A.-J. 1936. *Les grandes lignes des migrations des bantous de la Province Orientale du Congo Belge*. Bruxelles: Institut Royal Colonial Belge.

Le passé dans le présent

ETHNICITÉ, CONFLITS ET POLITIQUE DANS L'EST DE LA RDC

Kasper Hoffmann,
Godefroid Kihangu Muzalia,
César Muhigirwa Tungali
et Alice Mugoli Nalunva

CRG
CONFLICT RESEARCH GROUP

GEC-SH
GROUPE D'ETUDES SUR LES CONFLITS ET LA SECURITE HUMAINE

GIC
GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK

Sommaire exécutif

L'identité ethnique a joué un rôle majeur dans la politique et les conflits en République démocratique du Congo (RDC) depuis la colonisation et pendant toute la période d'indépendance. Le présent rapport analyse l'interaction entre les problèmes d'identité ethnique, la politique et les conflits dans l'est de la RDC, plus particulièrement dans le territoire de Kalehe et sur l'île d'Idjwi, dans la province du Sud-Kivu. Il démontre que ces liens sont ancrés dans des processus historiques à long terme. Deux points principaux sont abordés : Premièrement, nous soutenons que les pratiques coloniales de territorialisation ethnique et d'administration indirecte ont fortement façonné les politiques identitaires et territoriales actuelles dans l'est de la RDC. Nous montrons la manière dont les pratiques coloniales de territorialisation ethnique et d'administration indirecte ont profondément modifié les fins et les moyens du pouvoir politique dans l'est de la RDC. Ces pratiques ont eu pour conséquence générale de voir le but du pouvoir politique s'orienter progressivement vers l'extraction et l'accumulation de ressources, la conquête et l'accumulation du pouvoir, et la garantie du soutien des autorités étatiques. En outre, nous soutenons qu'à la longue, l'idée de territoires ethniques a fini par façonner la manière dont les élites et les masses comprenaient la politique et ses enjeux en RDC, ce qui a eu pour effet de rendre les idées d'identité ethnique et de territoire plus saillantes dans les rivalités politiques. Deuxièmement, nous soutenons que l'héritage colonial de l'accumulation des ressources, de la territorialisation ethnique et de la concentration de l'autorité a produit un ordre politique inéquitable et fragmenté favorable aux conflits. Ainsi, nous recommandons que les efforts déployés par le peuple congolais pour instaurer un ordre politique durable se concentrent sur une prise en compte fondamentale de l'héritage colonial le plus destructeur : l'extraction des ressources, la centralisation du pouvoir et les notions d'identités ethniques délimitées et homogènes.

Table des matières

1 | INTRODUCTION **6**

2 | L'IDENTITÉ ETHNIQUE ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES CONFLITS **10**

3 | LA CRÉATION D'IDENTITÉS ETHNIQUES DANS L'EST DE LA RDC **13**

3.1 La politique de l'identité à Kalehe et sur l'île d'Idjwi pendant la période coloniale 14

3.2 La politique de l'identité ethnique pendant la période de l'indépendance 20

3.3 La politique de l'ethnicité sous le régime Mobutu 24

4 | LA POLITIQUE DE L'IDENTITÉ ETHNIQUE À KINSHASA ET AU SUD-KIVU APRÈS 2003 **31**

4.1 L'ère Kabila 31

4.2 La présidence de Tshisekedi 33

4.3 Les élections et la politique de l'identité ethnique 37

4.4 La politique de l'ethnicité et du territoire à Kalehe 41

4.5 Le conflit et l'identité ethnique à Kalehe 46

4.6 Le conflit et l'identité à Idjwi 49

5 | CONCLUSION **56**

6 | BIBLIOGRAPHIE **64**

1 | Introduction

Ces dernières années, on a assisté à une résurgence des revendications territoriales des élites politiques et militaires locales du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC. Elles exigent une reconnaissance par l'État de leur droit à un plus grand degré d'autonomie sur leur territoire ethnique. Ces revendications sont loin d'être apparues soudainement ou de manière inopinée. Elles sont plutôt le fruit d'une longue série de conflits de pouvoir autour de contrôle des ressources, des populations et des territoires. Ces conflits ont pour enjeu majeur la définition de l'histoire et les frontières de ces territoires, ainsi que l'identité des personnes qui les habitent.

Nous examinons dans ce rapport la politique de l'identité ethnique et du territoire dans l'est de la RDC à travers des études de cas sur les territoires de Kalehe et de l'île d'Idjwi, au Sud-Kivu. Deux points principaux sont abordés : Premièrement, nous soutenons que les pratiques coloniales de territorialisation ethnique et d'administration indirecte ont fortement façonné les politiques identitaires et territoriales actuelles dans l'est de la RDC. Nous montrons la manière dont les pratiques coloniales de territorialisation ethnique et d'administration indirecte ont profondément modifié les fins et les moyens du pouvoir politique dans l'est de la RDC. Les objectifs fondamentaux du pouvoir politique, avant la période coloniale, étaient la légitimité interne de la communauté et la cohésion communautaire. Cette situation a été bouleversée pendant la période coloniale, lorsque les dirigeants autochtones ont été contraints de fournir des ressources et de la main-d'œuvre aux suzerains coloniaux. Ces pratiques ont eu pour conséquence générale de voir le but du pouvoir politique s'orienter progressivement vers l'extraction

et l'accumulation de ressources, la conquête et l'accumulation du pouvoir, et le support des autorités étatiques.

En outre, nous soutenons qu'à la longue, l'idée de territoires ethniques a fini par façonner la manière dont les élites et les masses comprenaient la politique et ses enjeux en RDC. Si les identités politiques collectives étaient généralement hétérogènes et fluides avant la colonisation, les notions de communautés ethniques liées à un territoire ont progressivement gagné en importance politique au cours de la période coloniale. Cela signifie que les notions d'identité ethnique et de territoire ont progressivement gagné du terrain dans les luttes politiques. Dans ce contexte, nous soutenons qu'il existe un chevauchement entre la politique de l'identité ethnique et les relations de clientélisme, dans la mesure où l'on attend des dirigeants politiques qu'ils agissent en tant que protecteurs de leurs proches et de leurs territoires d'origine. Lorsqu'ils n'y parviennent pas, ils peuvent perdre le soutien de leurs mandants. Deuxièmement, nous soutenons que l'héritage colonial de l'accumulation des ressources, de la territorialisation ethnique et de la concentration de l'autorité a produit un ordre politique inéquitable et fragmenté favorable aux conflits. Ainsi, nous recommandons que les efforts déployés par le peuple congolais pour instaurer un ordre politique durable se concentrent sur une prise en compte fondamentale de l'héritage colonial le plus destructeur : l'extraction des ressources, la centralisation du pouvoir et les notions d'identités ethniques délimitées et homogènes.

L'histoire et la culture de Kalehe et d'Idjwi sont intimement liées. Kalehe est un territoire administratif qui a été créé en 1945 par les autorités coloniales. Il comprend deux chefferies, Buhavu et Buloho, 15 groupements et 97 localités. En termes ethniques, la majorité de la population s'identifie soit comme Havu, Tembo, Rongeronge ou Hutu. Cependant, des personnes d'autres groupes y vivent également en grand nombre, notamment les Shi, les Bembe, les Nande, les Tutsi, les Rega, les Nyanga, les Twa/Mbuti et les Hunde. Idjwi est une grande île située au cœur du lac Kivu. Elle a fait partie du territoire de Kalehe jusqu'en 1974, date à laquelle elle est devenue un territoire administratif indépendant. L'île d'Idjwi mesure environ 40 kilomètres de long et au maximum 10 kilomètres de large. Elle comprend deux chefferies : Ntambuka au sud et Rubenga au nord. Ntambuka compte trois groupements : Mugote,

Mpene et Nyakalengwa, et 50 villages. Rubenga se compose également de trois groupements : Bugarula, Bunyakiri[1] et Kihumba, et dispose de 33 villages. Les habitants d'Idjwi sont appelés collectivement Bany'Idjwi. En termes ethniques, la grande majorité des habitants s'identifie comme Havu, et il existe une douzaine de clans différents. Cependant, la population n'est ni historiquement ni culturellement homogène. Enfin, on trouve sur l'île un petit nombre de Twa/Mbuti, qui ne sont pas comptés parmi les Bany'Idjwi.

Depuis le début des années 1990, Kalehe a été sérieusement affecté par le conflit et reste l'une des régions les plus touchées par le conflit et l'insécurité en RDC. On y compte un nombre important de réfugiés, des pénuries alimentaires, un manque de services de santé de base et une douzaine de groupes armés actifs dans la région. Ces groupes armés alimentent l'insécurité et le conflit : allant du harcèlement et de l'extorsion quotidiens aux affrontements, jusqu'aux dommages collatéraux et aux assassinats ciblés. La plupart de ces acteurs armés sont profondément ancrés dans certaines communautés ethniques (Vlassenroot, Mudinga, et Hoffmann 2016). En outre, ils font partie des luttes de pouvoir économiques, sociales et militaires plus larges pour le contrôle du territoire, des ressources, des populations et du pouvoir politique, qui ont marqué la région des Grands Lacs pendant deux décennies et demie. À ces groupes armés communautaires s'ajoutent des bandits qui attaquent les gens, détruisent et pillent les biens des habitants de la région. Enfin, on dénote une forte présence des forces de sécurité congolaises chargées de rétablir l'ordre public. Cependant, elles sont mal équipées et mal payées et doivent transférer des ressources à leurs supérieurs hiérarchiques de l'armée. Il en résulte que les forces de sécurité finissent également par contribuer au harcèlement et à l'extorsion quotidiens dans la région (Muzalia et al. 2022; Bouvy, Bisimiwa, et Batumike 2021).

Les conflits de Kalehe s'articulent autour de l'identité ethnique à de nombreux niveaux, qu'il s'agisse de litiges fonciers entre individus, de conflits à grande échelle pour les ressources (minerais, forêts, champs et pâturages), de conflits pour le contrôle de l'accès aux infrastructures (routes et marchés),

[1] Le groupement Bunyakiri de Rubenga ne doit pas être confondu avec Bunyakiri de Kalehe, qui désigne les zones Tembo de Kalima, Mubuku, Buloho et Ziralo.

du contrôle des unités politiques et administratives (chefferies, groupements, villes et territoires), de la représentation politique au niveau provincial et national, et jusqu'à la géopolitique régionale et internationale.[2] L'île d'Idjwi ne connaît pas de conflits violents de la même manière. Cependant, la politique identitaire joue un rôle, bien qu'elle soit rarement articulée en termes ethniques. Un conflit entre les Mbuti/Twa et les Bany'Idjwi constitue l'exception à cette règle. Les autres principaux clivages identitaires sont les relations nord-sud sur l'île et les relations entre Rwandais et Bany'idjwi.

Selon les historiens David et Catherine Newbury et Gillian Mathys, il est nécessaire d'adopter une perspective historique à long terme sur les conflits violents des Grands Lacs afin d'éviter de reproduire les récits de conflits actuels qui établissent l'hostilité et l'antagonisme entre les identités (Newbury et Newbury 2000, Mathys 2017). C'est une approche similaire que nous adoptons dans ce rapport, car nous essayons de montrer comment le passé est lié au présent dans la politique de l'ethnicité et du territoire au Sud-Kivu, et plus précisément à Kalehe et sur Idjwi.

Le rapport s'appuie sur des recherches à long terme dans la région ainsi que sur de nouvelles recherches menées spécifiquement pour ce rapport. Cette dernière recherche a été menée sur quatre sites : Bukavu, Kinshasa, Kalehe et Idjwi. Au total, 82 entretiens semi-structurés ont été menés auprès d'une variété de personnes différentes. À Bukavu et Kinshasa, l'accent a été mis sur les élites politiques, notamment les politiciens et dirigeants d'associations ethniques. À Kalehe et Idjwi, nous avons interrogé une variété de personnes, parmi lesquelles les autorités coutumières, les représentants de la société civile, les personnes déplacées, les hommes d'affaires, les administrateurs, les agents de renseignement, les agriculteurs, les éleveurs, les membres d'associations ethniques, etc.

[2] La « terre » et le « territoire » sont des concepts et des réalités socio-matérielles qui se chevauchent. Dans le présent rapport, nous faisons la distinction entre les deux. Nous comprenons la terre comme une relation de propriété, une ressource limitée qui est distribuée et possédée, et une ressource qui fait l'objet d'une concurrence. Le territoire, quant à lui, est considéré comme un espace politique. Il est plus large que la terre, car il est à la fois juridique, politique, économique, social, culturel et affectif (Elden 2010).

2 | L'identité ethnique et l'économie politique des conflits

Notre compréhension de l'ethnicité est constructiviste. Cela implique une perception des identités collectives comme étant dynamiques, construites et flexibles plutôt que comme des entités statiques, délimitées et homogènes. Nous entendons par là que les identités collectives ne sont jamais figées mais continuellement définies et redéfinies à travers des processus qui sont à priori politique (Brubaker 2009, 22-24 ; Bourdieu 1991 ; Brubaker et Cooper 2000 ; Hall et du Gay 1996). Cependant, cela ne signifie pas qu'elles sont facilement manipulables ou modifiables, ou que tous les aspects de l'identité d'une communauté donnée ont la même importance en termes politiques. Notre affirmation est, précisément, que pour des raisons historiques, les identités ethniques sont particulièrement saillantes dans les conflits et la politique en RDC. Elles le sont plus, par exemple, que les identités religieuses, bien qu'il y ait des chevauchements. De plus, même si les identités ethniques sont dynamiques, construites et flexibles, elles génèrent de forts sentiments d'appartenance, d'attachement, de fierté et de loyauté. Enfin, les identités ethniques ne sont pas facilement contournables, car elles sont imposées par des lois et institutions. Souvent, les droits politiques et juridiques sont liés à l'identité ethnique des personnes. Les questions d'identité ne sont donc pas seulement des phénomènes émotionnels et idéologiques. Elles sont aussi profondément ancrées dans l'économie politique des conflits. En Afrique, selon Mamdani, les droits politiques et juridiques des personnes sont conditionnés par leur identité ethnique. Dans certains contextes postcoloniaux, l'appartenance à une chefferie coutumière est une condition préalable

pour être pleinement reconnu comme citoyen par l'État. Comme de nombreuses personnes ne font pas partie de chefferies coutumières reconnues par l'État, leurs droits de citoyenneté sont remis en cause (Mamdani 1996). C'est notamment le cas des travailleurs migrants et des réfugiés, mais aussi des peuples nomades.

Les conflits dans l'est de la RDC sont particulièrement favorisés par la question de la citoyenneté et des droits fonciers coutumiers. D'importants groupes de populations rwandophones se sont installés dans l'est de la RDC avant, pendant et après la colonisation (Bucyalimwe Mararo 1997 ; Mathieu et Willame 1999 ; Willame 1997). Certaines de ces populations y sont arrivées en tant que travailleurs migrants, d'autres en tant que réfugiés, groupes politico-militaires, commerçants, et d'autres encore sont dans la région depuis bien avant la colonisation. Après la colonisation, le statut de citoyenneté de certains de ces groupes a été contesté et l'est encore aujourd'hui (Jackson 2007 ; Verweijen et al. 2021). En effet, il existe un conflit profond entre les communautés non-rwandophones et rwandophones dans l'est de la RDC. Les premières considèrent souvent les derniers comme des étrangers et ne reconnaissent pas leurs droits politiques et juridiques, quelle que soit la date de leur arrivée. Par conséquent, ces derniers se battent pour être reconnus et avoir accès aux ressources et au droit d'exercer une fonction publique, ce qui constitue souvent le nœud du problème. La loi de 2004 sur la nationalité congolaise fournit officiellement un cadre inclusif pour la citoyenneté par la naissance et les liens d'appartenance de facto. Pourtant, elle continue en même temps à s'appuyer sur l'ethnicité comme base de revendication de la nationalité. Plus précisément, elle prévoit qu'une personne est congolaise d'origine si elle appartient à l'une des « ethnies et nationalités dont la population et le territoire constituaient une partie de ce qui est devenu le Congo à ».[3] Cette appartenance est encore soulignée par l'article 10 de la Constitution[4] du pays de 2006, qui fait toujours référence à l'ethnicité comme critère essentiel de l'identité nationale. Cependant, la loi a laissé plusieurs ambiguïtés juridiques, qui peuvent être utilisées pour

[3] Loi N° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise, art. 6, Kinshasa, 2004. http://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/Divers/AM.261.04.07.2006.nat.htm.
[4] Constitution de la République démocratique du Congo, art. 10, Kinshasa, 2006. http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2006/JO.18.02.2006.pdf.

refuser les droits de citoyenneté aux rwandophones. Cette loi ne définit pas, par exemple, quels groupes ethniques habitaient le Congo au moment de l'indépendance (Jackson 2007). Une telle définition a été omise afin d'éviter d'attiser les tensions entre les groupes. Cependant, cette question importante n'a pas été abordée. La loi sur la nationalité congolaise est donc ambiguë, et la lutte pour définir qui a quels droits dans l'est de la RDC est très disputée sur le terrain entre les différents groupes.

3 | La création d'identités ethniques dans l'est de la RDC

Une conception particulière de l'identité ethnique a été institutionnalisée au cours de la période coloniale dans la région qui constitue aujourd'hui la RDC. Cette conception s'inspirait de la science anthropologique européenne, qui définissait les peuples comme des races ou des types ethniques délimités. Cette conception était très éloignée des institutions politiques, des identités sociopolitiques et des cultures existantes. En effet, avant l'occupation coloniale, le Congo abritait un ensemble de communautés et de systèmes politiques très divers, qui variaient considérablement en taille et en organisation. Il est donc essentiel de noter que dans la majorité de ces cultures, les identités sociopolitiques et les frontières étaient plus fluides et inclusives que celles imaginées par les colonisateurs (Ndaywel è Nziem 1998 ; Vansina 1990 ; 1966).

Le processus colonial de construction de l'État a radicalement transformé ces cultures et leurs systèmes politiques. L'État colonial belge a tenté d'organiser les populations indigènes du Congo en unités ethniques délimitées sur le plan territorial, appelées chefferies. Ces unités étaient intégrées à la structure territoriale de l'État colonial et dirigées par des chefs coutumiers nommés par les autorités coloniales (Jewsiewicki 1989 ; Bawele 1995 ; Young 1965). L'intervention coloniale n'a pas changé les cultures et identités du jour au lendemain. Il s'agissait plutôt des processus longues et accidentés, qui se sont déroulés différemment selon les régions. Pourtant, il existe des points communs. Souvent, les chefs coutumiers ont été nommés sans respecter les règles coutumières d'accession au pouvoir. Au lieu de cela, ils étaient reconnus en fonction de leur volonté de collaborer, de leur ouverture au progrès et à la civilisation et leur capacité à imposer l'ordre et à fournir les

ressources et la main-d'œuvre exigées par l'État (Hoffmann 2021 ; Newbury et Newbury 1982). L'extraction des ressources était extrêmement violente. L'extraction violente a atteint son zénith pendant la période de l'État indépendant du Congo (1885-1908) sous la domination du roi Léopold II. À la recherche de profits immédiats, l'État indépendant du Congo et les sociétés concessionnaires ont violemment forcé les habitants du bassin du Congo à collecter des matières premières, notamment le caoutchouc et l'ivoire. Par conséquent, la création des chefferies visait essentiellement à faciliter l'extraction des ressources.

Il est important de noter que les populations indigènes n'étaient pas passifs dans ces processus. Les chefferies et leurs frontières ont été construites en collaboration avec les élites indigènes et se sont inspirées des identités sociales et histoires précoloniales. Il est donc inexact de prétendre que les chefferies coutumières ont été inventées par les colonisateurs. Au contraire, en faisant appel aux valeurs et aux institutions indigènes en plus des leurs, les colonisateurs ont exploité les ambitions des élites africaines en matière de pouvoir, de ressources et de statut pour diriger les populations indigènes (Spear 2003). Ainsi, la politique de l'identité ethnique était une stratégie de domination mise en place pour faciliter l'extraction des ressources, ce qui servait à la fois les intérêts de certains dirigeants indigènes et ceux des colonisateurs.

3.1 La politique de l'identité à Kalehe et sur l'île d'Idjwi pendant la période coloniale

Cette dynamique générale de construction de l'État colonial s'est également manifestée à Kalehe et sur l'île d'Idjwi. Avant la colonisation, le paysage politique de Kalehe et de l'île d'Idjwi était constitué d'un assortiment d'entités interconnectées, à cheval sur deux vastes zones culturelles. À l'ouest se trouvaient les cultures forestières du bassin du Congo, où les gens vivaient dans de petites entités indépendantes mais très interactives, comme les Tembo, les Rega, les Bakano et les Nyanga, et à l'est se trouvaient les États des hauts plateaux plus centralisés des cultures interlacustres, comme les Shi et les Havu (Biebuyck 1957 ; Newbury 1991, 43–47 ; 2009, 2–3). Dans les entités des cultures forestières, la grande mobilité des individus signifiait que

les contacts entre différents groupes étaient fréquents, mais pas durables. Par conséquent, les idées et biens matériels voyageaient beaucoup, et les identités et frontières étaient flexibles et fluctuants. Le pouvoir exécutif était dispersé entre de nombreux groupes, individus et familles. Ils prenaient leurs décisions et exerçaient leurs fonctions en commun. Cela signifie qu'une très forte proportion de familles était directement liée au complexe rituel ou exécutif d'une entité donnée. Il est donc important de noter que le statut social et politique était défini davantage par la fonction rituelle et la proximité du statut royal que par la descendance (Newbury 1991, 51–52).

Les cultures interlacustres constituaient un complexe culturel qui s'étendait des lacs Albert, Victoria et du Nil, au nord et à l'est, au lac Edward et aux monts Mitumba à l'ouest, et au Burundi et à Buha (en Tanzanie, juste au sud du Burundi) au sud. Bien qu'hétérogènes, ces cultures se caractérisaient par des organisations politiques fortement centralisées, un haut degré de différenciation sociale et des économies mixtes basées sur l'élevage et l'agriculture (Newbury 1991, 330–31). Ce vaste complexe culturel comprenait une série d'États puissants comme le Buganda, le Bunyoro, l'Ankole (dans l'actuel Ouganda), le Karagwe (dans l'actuelle Tanzanie), le Rwanda et le Burundi. Cependant, il ne faut pas exagérer les différences entre les cultures forestières et les cultures interlacustres (Newbury 1991, 16–17). En effet, les sociétés situées autour du lac Kivu partageaient, jusqu'au milieu du 18ème siècle, de nombreuses caractéristiques générales des cultures forestières (Newbury 1991, 43). Cependant, au cours du 18ème et du 19ème siècle, les caractéristiques des cultures politiques interlacustres ont gagné du terrain sur l'île d'Idjwi et sur la côte ouest du lac Kivu. L'impulsion initiale de ce changement a été l'expansion vers l'ouest du pouvoir de l'État rwandais par la dynastie Abanyiginya. C'est ainsi que les régions connues aujourd'hui sous le nom de Kalehe et île d'Idjwi ont constitué une zone de transition entre les deux principales cultures politiques d'Afrique centrale.

CONQUÊTE ET DOMINATION COLONIALES À KALEHE ET SUR L'ÎLE D'IDJWI

La région du Kivu a été la dernière à être explorée et conquise par les colonisateurs belges, qui n'y sont arrivés qu'en 1894 (Kopytoff 1987 ; Newbury 1987 ; Njangu 1973 ; Mathys 2014). À leur arrivée, la région connaissait déjà des

troubles considérables en raison des récentes invasions rwandaises et raids des Zanzibari et marchands d'esclaves et d'ivoire locaux. Par conséquent, la conquête coloniale s'est inscrite dans un contexte existant de violence. En outre, les gouvernements belge, britannique et allemand se disputaient le positionnement de leurs frontières coloniales dans cette région. En raison de ces tensions impériales, les Belges se sont concentrés sur la défense des frontières de l'État. Ils ont ainsi imposé un régime militaire à une vaste zone située entre Beni au nord et Kalembelembe au sud (Louis 1963 ; Vandewoude 1959). Dans ce contexte de violence et de rivalité impériale, les colonisateurs belges avaient besoin d'alliés locaux.

À Kalehe, ils se sont alliés à deux chefs : Rushombo et Sangara Bigirumwami. Rushombo et Bigirumwami étaient les fils de Mwami Ntale II, le deuxième roi de la dynastie Basibula, la famille régnante des Havu. Ils étaient les descendants du père fondateur du royaume Buhavu : Muhande. Le domaine de Rushombo s'appelait Mpinga et se situait dans les actuels groupements de Mpinga-Sud et Mpinga-Nord sur la rive ouest du lac Kivu. Le domaine de Bigirumwami était situé juste au nord de Mpinga. Les colonisateurs considéraient ces entités comme des chefferies féodales, qui dépendaient du royaume centralisé d'Abanyiginya au Rwanda voisin, que les dirigeants coloniaux admiraient et pensaient pouvoir servir de médiateurs civilisateurs aux cultures locales, qu'ils considéraient comme plus « sauvages » et « primitives » (Hoffmann 2021 ; Newbury 1978). Ainsi, Bigirumwami, qui avait vécu à la cour rwandaise, était considéré comme un chef coutumier modèle, dévoué au progrès et à la civilisation (Shanyungu 1974, 64). En revanche, ils considéraient les populations des zones forestières comme extrêmement primitives et dépourvues d'institutions politiques efficaces. En outre, ils ont été confrontés à une rébellion dans la région, qui a été réprimée entre 1912 et 1913 (Hoffmann 2021). Par la suite, pour mieux contrôler le peuple vivant dans les forêts, les colonisateurs ont créé quatre chefferies Tembo. Cependant, elles n'existaient que sur le papier, car les colonisateurs étaient peu en contact avec ces populations et ne reconnaissaient pas officiellement leurs chefs. Ils se sont également heurtés à la résistance récurrente des Tembo, qui ne pouvaient leur fournir les ressources nécessaires, notamment lors de l'offensive belge contre les Allemands en Afrique de l'Est pendant la Première Guerre Mondiale (Shanyungu 1988a ; Mapendano Pindo 1977).

Avant la colonisation, Idjwi était un royaume unique et indépendant dirigé par des descendants de la dynastie Basibula qui régnait sur l'île. Cependant, la politique des élites coloniales et locales a fini par diviser l'île en deux chefferies : une au nord et une au sud. Aujourd'hui, les deux chefferies sont connues respectivement sous les noms de Ntambuka (sud) et Rubenga (nord). À la fin du 18ème siècle, la dynastie Basibula était établie à Nyabihungwe, près de l'extrémité sud du lac Kivu. À la suite de divisions au sein de la famille royale, la première lignée dirigée par Kamerogosa s'est déplacée plus au nord, à Kalehe. Au début du 19ème siècle, la deuxième lignée sous Mwendanga s'est déplacée à Idjwi. Le reste de la population d'Idjwi descend d'immigrants qui sont arrivés vers la même période que les Basibula. Ils sont arrivés indépendamment de la famille royale et les uns des autres et venaient de différentes régions. Au fil du temps, une partie de la famille royale (sous la direction de Tabaro), qui avait été envoyée dans le nord pour administrer la région, a développé une autonomie administrative accrue par rapport à la cour royale du sud. Une série d'attaques rwandaises et une administration intermédiaire au cours du dernier quart du 19ème siècle ont davantage divisé les deux parties, Tabaro essayant de profiter de la présence rwandaise pour étendre son autorité plus au sud. La mort du roi conquéreur rwandais Rwabugiri, en 1895 sur le lac Kivu, dans une embuscade orchestrée par les Havu, rétablit la souveraineté de la dynastie Basibula. Cependant, l'indépendance n'a pas duré longtemps. L'île faisait partie du conflit frontalier entre la Belgique et l'Allemagne (1899-1910), mais a fini par faire partie du Congo belge. Des officiers belges ont établi un poste militaire sur Idjwi en 1912.

À l'arrivée des Belges à Idjwi, Ndogosa était le *mwami* légitime d'Idjwi. Il avait succédé au fils de Mwendanga, Kabego (mort vers 1875), sur le trône. Au début, les Belges ont reconnu Ndogosa comme le chef coutumier d'Idjwi. Cependant, au cours des deux décennies suivantes, les relations entre Ndogosa et les Belges se sont détériorées. Les demandes de ressources et les exactions des Belges étaient à l'origine de cette détérioration des relations. Elles étaient impossibles à satisfaire, excessivement brutales et déstabilisaient les populations et les institutions d'Idjwi, surtout dans le sud. Ndogosa tenta de résister aux exigences coloniales en se cachant avec une partie de la population. Cependant, cela a conduit à l'occupation et aux représailles militaires et à des demandes plus onéreuses (Newbury et Newbury 1982).

En 1921, les colonisateurs ont essayé de renforcer et d'étendre le pouvoir du Mwami de Mpinga. Ils ont créé le 13 août la chefferie de Buhavu avec Rushombo comme « Grand Chef » (Newbury et Newbury 1982). La chefferie de Buhavu comprenait plusieurs chefferies jusqu'alors indépendantes à Kalehe et sur Idjwi. Après la mort du chef Rushombo en mai 1927, ils ont encore affaibli les chefs des chefferies de Nakalonge (Kalonge), Bigirumwami (Buzi), Mihigo (Idjwi) et Mubuku, ceux-ci ayant été rétrogradés au rang de sous-chefs de Bahole, l'héritier de Rushombo (Mapendano Pindo 1977, 107–17 ; Shanyungu 1988b, 5). Ces tentatives de centralisation de l'autorité entre les mains du roi Havu étaient une stratégie visant à réprimer la résistance continue sur l'île d'Idjwi et à Kalehe afin que la main-d'œuvre et les ressources puissent être réquisitionnées avec moins de friction que jusqu'alors. Cependant, la centralisation de l'autorité à Buhavu n'a pas conduit à une administration plus efficace de Kalehe et d'Idjwi. Elle n'a pas non plus renforcé l'autorité du roi Havu.

La légitimité de Bahole était très faible en dehors de la principale zone des Havu à Mpinga et son règne ne donnait généralement pas satisfaction aux colonisateurs. Les Tembo ne reconnaissaient pas son autorité et se dérobaient aux taxes, aux prélèvements alimentaires, au recrutement de la main-d'œuvre et aux programmes de déplacement des villages. Plusieurs chefs Tembo ne voulant pas reconnaître l'autorité de Bahole furent déportés. Ce n'est que lorsque les colonisateurs ont construit un poste administratif à Kalima et une route dans les années 1930 qu'ils ont réussi à obtenir un certain contrôle, et seulement par l'intermédiaire des chefs Tembo (Hoffmann, Vlassenroot, et Mudinga 2020).

À Idjwi, la situation ne s'est pas arrangée non plus. Ndogosa s'est livré aux autorités belges en 1923. Cependant, le rétablissement de son autorité n'a pas donné de meilleurs résultats pour les Belges et en 1926, Idjwi a de nouveau été soumis à l'occupation militaire et Ndogosa a été déporté à Rutshuru, où il est mort en 1928. Le reste de la famille royale fut également déporté. Les belges avaient besoin d'alliés locaux et se sont alors tournés vers Bera, un descendant de la lignée nordique qui avait consolidé son règne dans le nord. Contrairement à Rushombo sur l'île, les Belges étaient satisfaits du règne de Bera et l'ont nommé chef de toute l'île après avoir exilé Ndogosa en 1926.

Cependant, Bera ne disposait pas d'une base de pouvoir locale solide, car son autorité était imposée par les colonisateurs. Sa volonté de collaborer avec les colonisateurs et d'exécuter leurs demandes a été mal perçue sur l'île, surtout dans le sud. Parallèlement, il ne respectait pas la culture politique locale, qui préconisait une large participation à l'exercice du pouvoir. Au lieu de cela, il a nommé ses privilégiés à des postes administratifs. Cela a entraîné des troubles et un grand nombre de personnes ont migré vers les régions voisines, à la grande consternation des Belges, car cela compromettait l'extraction des ressources et ébranlait leur conception de l'ordre public. En ce sens, la nomination de Bera comme chef de la totalité de l'île d'Idjwi s'est retournée contre eux, exactement comme cela a été le cas pour l'extension de l'autorité de Bahole sur les zones Tembo. Dans les deux cas, ils manquaient de légitimité et étaient confrontés à une résistance et à de fortes identités politiques collectives. En effet, le règne de Bera incarnait « l'autorité coutumière » selon les pratiques de l'État colonial (Newbury et Newbury 1982, 33).

À la mort de Bera, en 1936, les Belges ont nommé chef son fils Rutishereka, mais celui-ci ne s'est pas montré à la hauteur des exigences belges en matière de collecte de ressources ni des attentes quant à la manière dont une chefferie devait être dirigée. En conséquence, il a également été déporté. Pour le remplacer, les Belges ont fait revenir Ntambuka, le fils exilé de Ndogosa, en 1937. Cependant, il n'a obtenu que le contrôle du sud. Le nord était confié à Rubenga, un autre fils de Bera qui était très proche de Bigirumwami, le chef de Buzi. Les efforts de Ntambuka n'ont pas non plus satisfait les colonisateurs et celui-ci a été déporté en 1943. Ils l'ont remplacé par son demi-frère Muhamiriza. Muhamiriza entretenait de bonnes relations avec Rubenga au nord et le nouveau mwami des Havu, Kamerogosa (Kamerogosa avait succédé à Bahole comme chef de Buhavu en 1942). Cependant, Muhamiriza n'était pas un mwami et ne possédait pas les insignes de la royauté, qui sont demeurés avec Ntambuka toute sa vie (Newbury et Newbury 1982, 237).

En résumé, les relations entre les populations et l'espace ont été radicalement transformées par l'intervention coloniale. Elle a produit de nouvelles idées d'identité, de territoire et d'autorité. Mais l'État colonial n'était pas un léviathan hégémonique imposant ses lois et son savoir à une population indigène passive, car certaines élites indigènes ont collaboré avec les autorités

coloniales. Protégées par leurs nouveaux alliés puissants, ces élites ont pu renforcer leur position vis-à-vis des concurrents locaux. Ainsi, l'intervention coloniale a territorialisé l'ethnicité dans l'est de la RDC, non pas par imposition unilatérale, mais en l'introduisant et en prenant parti dans les luttes politiques existantes. Simultanément, les idées évolutionnistes sociales européennes ont naturalisé les hiérarchies de domination. Ce processus ne s'est pas produit en même temps pour tout le monde et n'a pas simplement remplacé les cultures et les institutions existantes, mais il a réussi à reconfigurer la relation entre l'espace, les identités et l'autorité de sorte qu'elle est devenue, dans une plus large mesure, une constellation territoire-ethnicité-souveraineté. La politique du Congo a été profondément façonnée par cette constellation au cours de la période postcoloniale.

3.2 La politique de l'identité ethnique pendant la période de l'indépendance

À l'approche de la fin de la colonisation, en 1957 et 1958, les leaders politiques indigènes du Congo ont commencé à mobiliser leurs proches en vue des élections aux conseils urbains des capitales provinciales.[5] À cette fin, ils ont créé des associations ethniques. Comme les colonisateurs n'autorisaient pas la création de partis politiques, les associations ethniques sont devenues le noyau de la mobilisation électorale dans tout le pays. Ces associations faisaient écho à des identités ethniques nouvellement construites, qui avaient émergé dans les contextes urbains (Lemarchand 1964, 175–84). Dans les centres urbains, la compétition politique se jouait autour de la conquête de positions d'autorité par des leaders censés représenter les intérêts de leur territoire d'origine et de leur parenté ethnique (Young et Turner 1985, 143 ; Weiss 1967).

En mai 1960, des élections nationales ont été organisées pour choisir les membres du futur gouvernement indépendant au niveau national et provincial. Les dirigeants politiques se sont mobilisés en fonction des critères ethniques. En fait, le mouvement d'indépendance nationale du Congo était en grande partie une alliance fragile de partis politiques ethno-régionaux,

[5] Entretien avec un leader Tembo, Bukavu, 20 août 2021.

qui cherchaient non seulement à obtenir l'indépendance vis-à-vis des colonisateurs, mais aussi l'autonomie ethnique. Ces partis disposaient d'une base arrière concentrée sur leurs territoires ethniques d'origine. Parmi les plus célèbres d'entre eux figurent la Confédération des associations tribales du Katanga (CONAKAT) et l'Alliance des Bakongo (ABAKO). Dans la province centrale du Kivu, la nouvelle Assemblée provinciale a été dominée par la politique de l'ethnicité (Verhaegen 1966 ; Willame 1964). À titre d'exemple, pour échapper à la domination des Shi et des Kusu, un parti politique Rega, l'Union des enfants du peuple Rega (UNEREGA), a exigé la création d'une province Rega indépendante appelée « Elila ». De même, les leaders Batembo ont créé l'Union d'entraide Tembo en 1956 pour défendre les intérêts Batembo et surtout pour obtenir une chefferie indépendante (Shanyungu 1988b ; Vlassenroot 2002 ; Hoffmann 2021). Une exception à la règle a été le Mouvement national congolais, dirigé par Patrice Émery Lumumba, le premier Premier ministre du Congo, qui avait des partisans dans tout le pays. Lumumba est devenu célèbre suite à un complot concocté par les gouvernements occidentaux, le putschiste et futur président Joseph-Désiré Mobutu, des agents de renseignement belges en collaboration avec Moïse Tshombe, le chef du parti séparatiste du Katanga, CONAKAT. Les offenses de Lumumba, aux yeux des dirigeants occidentaux, consistaient à faire de l'agitation pour un nationalisme économique, principalement pour la négociation d'un meilleur accord avec les mines de cuivre et de cobalt appartenant aux Belges et aux Britanniques au Katanga, et à faire appel, en vain, à l'Union soviétique pour obtenir un soutien (Phimister 2011 ; Kalb 1982 ; Trapido 2015). Ainsi, une fois de plus, les aspirations à l'autonomie ethnique parmi les élites congolaises ont été mobilisées par les élites occidentales pour s'assurer qu'elles pourraient continuer à récolter des profits économiques et maintenir une position politique dominante.

LA POLITIQUE DU TERRITOIRE ET DE L'IDENTITÉ À KALEHE ET IDJWI

Dans le territoire de Kalehe, également à Idjwi, divers groupes ont exigé de se détacher de la chefferie de Buhavu. Des revendications d'indépendance ont été formulées à Buzi, Idjwi, Kalonge, Kalima, Ziralo et Mubugu. Ces revendications ont engendré un conflit sur l'organisation territoriale de Buhavu, qui comprenait quatre principaux groupes :

- Un groupe séparatiste Tembo. Ce groupe proposait la création d'une grande chefferie Tembo unie, qui devait être rattachée à la province du Nord-Kivu nouvellement créée, dirigée par le chef Shebirongo (Waloa-Loanda), le chef Mwandula (chefferie de Buloho) et Antoine Kayumba, délégué à l'Assemblée provinciale du Kivu.

- Un deuxième groupe séparatiste Tembo. Ce groupe exigeait également la création d'une chefferie Tembo unie, qui devait être rattachée à la province centrale du Kivu. Ce groupe était dirigé par le chef Bakondjo Musikami (Kalima). Les deux propositions impliquaient la séparation de tous les groupes Tembo de leurs autorités coutumières actuelles et leur (ré)unification ultérieure dans un territoire ethnique.

- Un groupe séparatiste Havu. Ce groupe voulait démembrer la chefferie Havu en ses anciennes chefferies autonomes.

- Un groupe conservationniste Havu. Ce groupe militait pour le maintien de l'intégrité de la chefferie Havu.

Le 28 septembre 1960, après l'indépendance, Antoine Kayumba, délégué tembo à l'Assemblée provinciale, a proposé la création d'une chefferie autonome Tembo, et le 14 novembre 1961, l'Assemblée provinciale a créé une chefferie Tembo (Mapendano Pindo 1977, 141 ; Shanyungu 1988b). La création de la chefferie Tembo constitue le premier acte de scission de l'ancienne chefferie Havu. Mais le démembrement de l'ancienne chefferie ne s'arrête pas là. L'assassinat du chef Havu Kamerogosa, le 12 février 1961, a accéléré le processus. Cet événement a déclenché un conflit de succession opposant deux personnes qui prétendaient au trône de Buhavu : Ntale Hamuli et Jules Kamirogosa (Kasi 1971, 49). Finalement, le camp de Hamuli a fini par l'emporter, en grande partie grâce au soutien des bajinji (les spécialistes des rituels de la cour) de Mpinga.6 Le pouvoir des autorités de Mpinga a été

[6] Les Bajinji voulaient s'assurer que la famille régnante était originaire de Mpinga. La mère de Jules Kamerogosa, Mwa Nyundo, était originaire d'Idjwi ; et comme Jules était mineur, on craignait qu'elle ne puisse faciliter la domination des chefs d'Idjwi sur Buhavu (Shanyungu 1988b).

affaibli par ce conflit de succession, ce qui a déclenché d'autres revendications séparatistes. Le vice-président de l'assemblée provinciale, Kalegamira, qui était également conseiller du conseil de la chefferie de Buhavu, tenta d'obtenir le soutien de l'assemblée provinciale pour diviser ce qui restait de Buhavu en chefferies autonomes, en se fondant sur la division d'avant 1927 (Willame 1964, 140). Pour y parvenir, il a rallié à sa cause les chefs d'Idjwi sud et d'Idjwi nord, Kalonge et Buzi. L'argument était que seule la colonisation les avait privés de leur liberté (Shanyungu 1988b, 32). Les chefs de Buzi et d'Idjwi ont fait valoir qu'ils avaient le droit de voir leurs groupements élevés au rang de chefferies parce que leurs ancêtres avaient le même statut que les princes du père fondateur de la dynastie Basibula. Plusieurs députés se sont opposés à cette proposition, notamment Binombo Kertipe, qui était allié aux autorités coutumières de Buhavu à Mpinga (c'est-à-dire les Bajinji, le régent intérimaire de Buhavu Ferdinand Magadju et le Mwamikazi[7] Mwa Nzobe). Toutefois, l'Assemblée provinciale a voté en faveur du projet de loi ; la chefferie de Buhavu a été divisée en plusieurs chefferies indépendantes et une nouvelle grande chefferie Tembo a été créée (Shanyungu 1988b, 32–41). Cependant, la nouvelle chefferie Tembo était loin d'être homogène sur le plan culturel, politique et historique, et sa création a donné lieu à une série de conflits entre factions rivales. La compétition pour le titre de chef suprême était la principale source de conflits : Bakondjo Musikami (chef du groupement de Kalima) ou Shebirongo (chef du groupement de Walowa-Loanda). Le conflit a fini par fragmenter la chefferie. En 1964, la chefferie Tembo est passée de dix groupements à quatre : Kalima, Mubuku, Ziralo et Bufumandu (Mapendano Pindo 1977, 151).

Pourquoi toutes ces revendications d'indépendance ethnique et territoriale ont-elles éclaté au moment de l'indépendance ? Il faut le comprendre à la lumière de la configuration spécifique entre l'ethnicité, le territoire et l'autorité, qui a été instituée pendant l'ère coloniale. Sous la colonisation, le chef coutumier était le seul à détenir l'autorité sur le territoire, les personnes et les ressources. L'avantage économique et politique de diriger une chefferie était donc considérable. Cela impliquait la création de tribunaux coutumiers indépendants et, par conséquent, la création d'une juridiction

[7] Mwamikazi signifie Reine mère du Mwami régnant.

coutumière indépendante permettant aux chefs de statuer plus librement sur les questions relevant du droit coutumier. Elle impliquait également un droit sanctionné par l'État de diriger l'administration de la chefferie, ce qui permettait non seulement aux chefs coutumiers des nouvelles entités de traiter directement avec les échelons supérieurs de l'autorité publique, mais aussi d'exiger un tribut coutumier pour les terres, de prélever les taxes, de gérer les finances de la chefferie, d'assurer le maintien de l'ordre, d'enrôler des travailleurs, de forcer l'obéissance, etc. En bref, les enjeux liés à la prise du pouvoir étaient bien plus importants que jamais.

3.3 La politique de l'ethnicité sous le régime Mobutu

La prise du pouvoir par Mobutu Sese Seko le 25 novembre 1965 va changer la situation à Kalehe. En 1970, le régime de Mobutu a fait un effort concerté pour renforcer une identité et une fierté nationales communes sous la bannière du recours à l'authenticité. L'authenticité mettait en avant une trajectoire uniquement congolaise vers la modernité, inspirée de la sagesse bantoue (Dunn 2003 ; Schatzberg 1988). L'un des traits caractéristiques du recours à l'authenticité était qu'il imitait le modèle du chef coutumier colonial. Il propageait la notion selon laquelle seul un dirigeant fort peut garantir l'ordre et maintenir l'unité de l'État. Comme un monarque, Mobutu avait des pouvoirs personnels presque illimités. Le modèle mythique du chef paternel, tout-puissant et authentiquement africain a atteint son expression ultime en 1974, lorsque le « Mobutisme » a été déclaré « idéologie » nationale, ce qui a encore étendu les droits de Mobutu en tant que souverain. Le Mobutisme a été érigé en religion d'État : « Dieu a envoyé un grand prophète, notre prestigieux Guide Mobutu. Ce prophète est notre libérateur, notre Messie » (Young et Turner, 1985, 169).

Dans le cadre de l'authenticité, Mobutu a essayé de bannir le « tribalisme » au Congo (Schatzberg 1988 ; Young et Turner 1985 ; Callaghy 1984). Cependant, les identités et les antagonismes ethniques et régionaux couvaient sous la surface. En effet, Mobutu lui-même a sapé sa politique d'unité nationale en nommant des personnes originaires de sa province natale de l'Équateur (en particulier, mais pas exclusivement les Ngbandi) à des institutions et postes clés (Young et Turner 1985 ; Schatzberg 1988). Dans le cadre de la campagne

du régime visant à supprimer le « tribalisme », il a remis en fonction tous les chefs qui avaient été destitués depuis la colonisation. Il en a résulté la reconstitution de la chefferie de Buhavu créée pendant la colonisation (Mapendano Pindo 1977, 154). Cependant, en 1974 et 1991, les élites Tembo ont tenté en vain d'obtenir la reconnaissance par l'Etat d'un territoire Tembo indépendant. L'autorité du régime Mobutu s'est considérablement dégradée à la fin de la guerre froide. Cédant à la pression des bailleurs de fonds et de l'opposition politique interne, le régime a lancé un processus de démocratisation nominale en 1990, qui a abouti à la Conférence nationale souveraine (CNS), un dialogue national qui a duré près de deux ans. Cependant, dans une tentative de s'accrocher au pouvoir, le régime a attisé les tensions ethniques (de Villers et Tshonda 2002). Cette stratégie est devenue incontrôlable et une série de conflits violents s'est déclenchée, notamment dans l'est du pays.[8] Le CNS a également suscité des tensions à Idjwi. Le Mwami de la chefferie de Ntambuka, au sud, a participé à la CNS. Selon nos sources, pendant son absence, un groupe de nobles mécontents s'est rassemblé dans une organisation appelée « Zuka Bany'idjwi » en collaboration avec certains chefs religieux et a tenté de renverser le Mwami. Cependant, la tentative n'a pas abouti.[9]

3.4 Identité ethnique et conflit à Kalehe et Idjwi

C'est au début des années 1990 que la politique de l'ethnicité est devenue violente à Kalehe, lorsque les milices Tembo et Banyarwanda se sont affrontées dans le cadre d'une querelle acharnée pour la terre et le territoire à Kalehe. Les origines de ce conflit sont essentielles pour mieux comprendre le conflit actuel entre les milices Hutu et Tembo à Kalehe (Muzalia et al. 2022).[10] C'est un conflit qui trouve ses racines dans la période coloniale. Comme nous l'avons vu, Bigirumwami entretenait des relations particulièrement bonnes avec les Belges. L'une des raisons en est qu'il a vendu aux colonisateurs de grandes étendues de terres destinées à la production agricole capitaliste sans tenir compte des droits des populations autochtones. Dans les années 1920 et 1930,

[8] Les cas de Rutshuru et Masisi illustrent bien cette dynamique, voir Sungura et al. 2021.
[9] Anonyme, document non publié.
[10] Pour un aperçu historique du conflit et de la formation des milices à Kalehe, voir Vlassenroot, Mudinga et Hoffmann 2016.

les autorités coloniales et Bigirumwami ont installé des populations Hutu de Masisi dans la chefferie de Buzi-Ziralo afin de mettre en valeur la région en fournissant de la main-d'œuvre pour l'agriculture et l'élevage (Shanyungu, 1991, 168). Tout comme à Masisi, cela a créé des tensions entre les populations indigènes et Hutu. De plus, Ziralo avait été rattaché à Buzi lors de la réorganisation de la chefferie de Buhavu en 1928. Rambo, la partie occidentale de Ziralo, était peuplée principalement de Tembo et gouvernée par des chefs Tembo qui ne voulaient pas être soumis à l'autorité de Bigirumwami. Dans les années 1950, de plus en plus de migrants ont rejoint la région pour travailler dans les plantations coloniales (thé, café et quinine).

Les travailleurs migrants Hutu ont conclu au fil des ans des accords individuels avec les chefs locaux Havu et Tembo pour avoir accès aux terres. Ils payaient le tribut coutumier et pratiquaient principalement l'élevage. En 1959, une autre vague d'immigrants rwandophones, principalement des Tutsi, est arrivée à Kalehe à la suite de la révolution dite sociale au Rwanda, au cours de laquelle de nombreux Tutsi ont été tués. Comme les précédents migrants Hutu, ils pratiquaient également l'élevage et payaient un tribut aux chefs locaux. Le nombre croissant des Hutu et Tutsi a engendré une compétition accrue pour les terres entre les Tembo, les Hutu et les Tutsi (Action pour la paix et la concorde 2009, 16–17). Ainsi, le conflit qui s'est transformé en violence en 1993 couvait depuis longtemps. Le déclencheur de la violence dans les Hauts Plateaux de Kalehe en 1993 a été un massacre dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu en mars de la même année, lorsque des milices composées de jeunes Nyanga, Hunde et Tembo ont attaqué des Banyarwanda au marché de Ntoto à Walikale. Le massacre de Ntoto a été l'aboutissement de décennies de conflits et de luttes politiques entre les Banyarwanda et les Tembo, les Nyanga et surtout les Hunde pour l'accès et le contrôle des terres. Le massacre a déclenché une violence interethnique à grande échelle dans les régions montagneuses de Masisi, faisant des milliers de morts et entraînant le déplacement de plusieurs personnes (Stearns 2013a). Le conflit s'est très vite étendu à la région voisine de Kalehe.

Témoins de la montée des tensions au Nord-Kivu, les Banyarwanda de Kalehe ont réclamé la reconnaissance d'un territoire indépendant, comprenant les collines riches en minerais de Numbi, Shanje, Luzirandaka, Lumbishi

et Ngandjo à Ziralo, connues sous le nom des « cinq collines ». Ils ont alors refusé de reconnaître le chef Tembo de Ziralo, Tchabangwa Chaanda, et de lui payer des tributs. En revanche, ils se sont alliés au chef Havu de Buzi, Hubert Sangara, héritier de Sangara Bigirumwami, qui a proposé de reconnaître l'autonomie coutumière et territoriale des Banyarwanda, s'ils acceptaient de faire partie de Buzi. Les ambitions d'Hubert Sangara allaient encore plus loin. Il voulait faire de Buzi-Ziralo une chefferie indépendante comme elle l'était avant 1929. Cependant, les « cinq collines » avaient déjà été reconnues comme faisant partie du domaine des chefs Tembo en 1978 par le régime Mobutu. En 1984, la revendication de Sangara a été rejetée par le conseil de la chefferie de Buhavu. Ainsi, officiellement, tout le Ziralo est resté un groupement Tembo au sein de la chefferie de Buhavu. Cependant, les « cinq collines » restaient de facto sous le contrôle de Sangara et de ses alliés Banyarwanda.[11] Au cours des tensions accrues de 1993, ce vieux conflit a donné lieu à une série d'affrontements entre les milices Banyarwanda et une milice Tembo appelée « Katuku ». De nombreuses personnes ont été tuées, des villages entiers ont été incendiés et la plupart du bétail a été pillé (Action pour la paix et la concorde, 2012). Ces violences ont forcé un grand nombre de personnes à fuir, entraînant la séparation des populations Tembo et Hutu. Si les populations Tembo ont fui vers les centres urbains de Bunyakiri et Minova et vers le groupement de Waloa-Loanda, les populations Hutu sont restées principalement sur les hauts plateaux de Buzi et Ziralo.

La situation s'est aggravée après l'arrivée de plus d'un million de réfugiés Hutu rwandais, dont près de 100 000 soldats des ex-Forces armées rwandaises (ex-FAR) et des milices de jeunes Interahamwe (Halvorsen 1999, 315). Leur arrivée a eu un effet dramatique sur la structure du pouvoir local car les Hutu congolais ont commencé à collaborer avec ces éléments armés. La violence a repris et les Tutsi congolais étaient de plus en plus visés, qui n'ont trouvé d'autre solution que de quitter leurs foyers sur les hauts plateaux et de fuir vers Goma ou le Rwanda. En raison de la présence de combattants Hutu rwandais lourdement armés et de leurs attaques transfrontalières contre

[11] L'affaire a été transmise au Tribunal de Kalehe (tribunal du territoire de Kalehe) en 1984 et au Tribunal de Grande Instance de Bukavu en 1985. L'affaire a été tranchée en faveur des Tembo, mais les autorités n'ont pas eu les moyens nécessaires pour faire appliquer la décision, laissant le conflit en suspens.

le Rwanda, une coalition régionale, comprenant le Rwanda et l'Ouganda, a lancé une insurrection au Congo en 1996. Dirigée par Laurent-Désiré Kabila, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) a chassé Mobutu du pouvoir en moins de huit mois. Cette insurrection a été dramatique à Kalehe. Non seulement elle a permis aux acteurs armés de la région de mieux s'affirmer, mais elle a également modifié les relations et alliances ethniques. Jusqu'alors, le clivage était principalement entre les communautés locales et les Hutu et Tutsi. Cependant, pour les milices locales, la présence d'un grand nombre de Banyamulenge et de troupes de l'armée rwandaise dans l'AFDL a prouvé que ce mouvement rebelle était en réalité une invasion Tutsi. Cela a conduit à la formation d'une nouvelle alliance entre les chefs coutumiers et les milices Tembo, les ex-FAR, les Interahamwe et les restes de l'armée du régime Mobutu. Et donc, pendant un certain temps, une alliance s'est formée entre les milices Tembo et les combattants Hutu. Il s'agissait en grande partie d'une alliance fortuite, justifiée en termes ethniques comme une alliance « bantoue » contre les envahisseurs « nilo-hamitique Tutsi » (Vlassenroot, Mudinga, et Hoffmann 2016).

Pendant les guerres, la milice du général Padiri Bulenda est progressivement devenue dominante à Kalehe et a fini par devenir l'une des plus grandes et plus puissantes de tout le Sud-Kivu, luttant contre la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma), soutenue par le Rwanda, qui a éclaté en 1998. Le groupe de Padiri se revendiquait comme un mouvement nationaliste pour la défense de la nation congolaise contre les envahisseurs étrangers. Cependant, les leaders Tembo du groupe voulaient également capitaliser sur leur force militaire pour créer un territoire Tembo. Entre-temps, en 1999, le gouvernement rebelle du RCD-Goma a créé un territoire Tembo à Kalehe, qu'il a appelé « Territoire de Bunyakiri ». Il donnait ainsi satisfaction à la réclamation de longue date des élites Tembo. Cette démarche visait à obtenir un minimum de soutien dans les régions Tembo, où le gouvernement rebelle était très mal vu en raison de ses méthodes anti-insurrectionnelles brutales et de son association avec le Rwanda. En outre, il a transformé Kalima, Mubuku et Ziralo en chefferies indépendantes en 2003.[12] Simultanément, afin de s'assurer le soutien des Tutsi-Banyamulenge, le

[12] Arrêté Départemental nr. RCD/014/DATSR/BK/2003 du 27/02/2003.

RCD-Goma a créé le « Territoire de Minembwe » dans le sud du Sud-Kivu. En outre, le RCD-Goma a remplacé les chefs coutumiers existants, dont beaucoup s'étaient réfugiés dans la forêt avec la milice de Padiri, par des chefs disposés à collaborer avec eux. Des chefs influents tels que Jacques Nzibira à Kalima et Katora Ndalemwa à Mubuku ont travaillé avec le RCD-Goma. La création du nouveau territoire et des nouvelles chefferies a contribué à diviser les différentes élites Tembo, qui plus tard après les guerres se diviseront selon des clivages Maï-Maï/RCD-Goma.[13] Parallèlement, Hubert Sangara à Buzi et Rubenga à North Idjwi ont également collaboré avec le RCD-Goma. Il existe ici un lien historique intéressant, car les chefs de Buzi et d'Idjwi Nord ont toujours eu des liens étroits entre eux et avec le gouvernement rwandais. L'expansion rwandaise et l'occupation coloniale belge ont permis à Sangara Bigirumwami à Buzi et à Rubenga à Idjwi Nord (et à ses prédécesseurs) de se séparer de leurs gouvernants.

Les Banyarwanda, tant Hutu que Tutsi, se sont massivement ralliés au RCD-Goma.[14] Ils ont établi une « Local defence force » sur les « cinq collines ».[15] De plus, le RCD-Goma a élevé Buzi au rang de chefferie le 7 août 2001.[16] Les autorités coutumières Havu ont protesté en vain auprès du gouvernement rebelle du RCD-Goma.[17] Le 28 décembre 2002, le RCD-Goma a également créé le groupement de Mianzi, sous l'autorité des chefs coutumiers Banyarwanda, sur des terres qui appartenaient auparavant à Ziralo et Buzi, notamment les « cinq collines » riches en minerais. Mianzi a été inclus dans la chefferie de

---

[13] Arrêté départemental Nr. 001/MJ/DAT/MB/ROUTE/1999 du 9 septembre 1999.

[14] Le régime rwandais et les autorités rebelles du RCD-Goma, afin d'accroître leur soutien auprès des Hutu congolais, ont créé une alliance entre les leaders Hutu et Tutsi dans le but de réconcilier les deux communautés. Des slogans populaires tels que bene *mugab'umwe* (« fils du même père ») et *ubumwe* (« unité ») ont illustré cette approche conciliante (Stearns 2013b). De ce fait, une association sans but lucratif, Tous pour la paix et le développement (TPD), a été lancée en octobre 1998, placée sous la direction d'Eugène Serufuli, un homme fort de la communauté Hutu.

[15] Depuis 1996, les autorités de Goma, dans le Nord-Kivu, avaient commencé à mettre en place des forces de défense locales (FDL). Ces forces étaient inspirées de forces de sécurité similaires au Rwanda. (Stearns 2013a, 20).

[16] Arrêté nr. 029/RCD/DATSR/BK/2001 du 7 août 2001 portant création de la chefferie de Buzi en Territoire de Kalehe dans la Province du Sud-Kivu.

[17] Lettre du 28 juillet 2001 au gouverneur de la province du Sud-Kivu. « Protestations contre la création de Buzi et le nouveau découpage de la chefferie Buhavu ». Signée par « les notables, gardiens de la coutume et les membres de la société civile du Territoire de Kalehe ».

Buzi nouvellement créée.[18] Ceci a officialisé les relations existantes entre les Banyarwanda, le RCD-Goma et les autorités coutumières de Buzi. Sous le régime du RCD-Goma, les Banyarwanda sont devenus des sujets coutumiers du chef Hubert Sangara qui, en échange de leur tribut et de la protection du RCD-Goma, leur a reconnu le droit aux « cinq collines ». Cela a durci le conflit entre d'une part les autorités coutumières de Buhavu et les chefs Tembo de Ziralo, et d'autre part les Banyarwanda et les autorités coutumières de Buzi, qui se sont alliés au RCD-Goma. Le contrôle des hauts plateaux de Kalehe par les LDF et les nouvelles autorités coutumières Banyarwanda était important pour le RCD-Goma, qui pouvait ainsi contrôler l'exploitation des minerais des « cinq collines ».

[18] Décision nr. 0020b/RCD/CUPSG/2002 du 28 septembre 2002 portant modification des limites du Territoire de Bunyakiri dans la province du Sud-Kivu.

4 | La politique de l'identité ethnique à Kinshasa et au Sud-Kivu après 2003

En 2006, Joseph Kabila a été élu président de la RDC après une période de transition entre 2004 et 2006. Au fil du temps, le régime de Kabila a pu consolider le pouvoir, en attribuant des postes, ressources et opportunités à ses principaux opposants (Congo Research Group et Pulitzer Center on Crisis Reporting 2017). Les ressources économiques de Kabila se sont accrues au cours de son mandat. Après la guerre, l'économie de la RDC a commencé à se remettre de la crise catastrophique qu'elle avait connue pendant les guerres. La plupart des nouvelles richesses étaient concentrées dans le secteur minier, où la production a fortement augmenté. Kabila et ses associés ont vendu la majorité des actifs miniers de la RDC à des sociétés étrangères et à des organismes paraétatiques chinois. Les profits générés par cette vente ont été détournés par des membres du cercle restreint de Kabila. Si une partie de ces bénéfices a servi à assurer la fidélité d'un clientélisme croissant, la majorité a été siphonnée vers des paradis fiscaux (Trapido 2015). Entre-temps, les conditions de vie se sont détériorées dans tout le pays et le conflit et la violence se sont poursuivis sans relâche dans les provinces de l'est.

4.1 L'ère Kabila

Le noyau du régime de Kabila a formé une sorte de gouvernement parallèle. De nombreux membres de ce gouvernement étaient originaires de la province de l'ex-Katanga, la province d'origine de Kabila (Verweijen 2016). Le régime a pu construire ces réseaux parallèles dans les différentes provinces par la persuasion, la cooptation et la coercition. Un bon exemple de cette forme de politique a été « l'élection » du gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin

Cishambo, en avril 2010.[19] Selon des sources locales, un vote majoritaire à l'Assemblée provinciale en faveur de Cishambo n'a été obtenu qu'après de fortes pressions exercées par une délégation de personnalités du régime dirigée par Évariste Boshab, président de l'Assemblée nationale à l'époque. Même à ce moment-là, la délégation a dû recourir à des pots-de-vin (d'un montant présumé de 5 000 dollars) afin d'amener les députés à voter pour Cishambo.[20] Comme l'a déclaré un leader de la société civile :

> Cette allégeance à Kinshasa est problématique, les gouverneurs du Sud-Kivu sont loin d'être décentralisés dans leurs têtes et on a le sentiment que Kinshasa va tout résoudre, et en plus, le système fonctionne de telle sorte que chaque gouverneur a conscience qu'il doit tout à Kinshasa… on a le sentiment à travers les communications de Cishambo qu'il est totalement loyal à son patron.[21]

Il était essentiel pour le régime d'avoir à sa tête une personne de confiance, étant donné que le Sud-Kivu était l'une des provinces les plus instables, abritant un certain nombre de groupes armés opposés au régime et qui, de plus, était limitrophe de son rival géopolitique, le Rwanda.[22] L'ethnicité s'est davantage institutionnalisée en RDC à la suite des élections de 2006. Une nouvelle Constitution a été adoptée en 2006, qui a consacré la décentralisation comme principe directeur du gouvernement. La Constitution et une loi de 2008 sur la décentralisation ont institué le principe de représentativité au sein du gouvernement, qui implique que « la composition du gouvernement tient compte de la représentativité nationale ».[23] Bien qu'elle n'ait pas été détaillée, la représentativité est généralement comprise comme faisant référence à la nécessité d'un équilibre régional et ethnique dans la formation des gouvernements nationaux et provinciaux, indépendamment des affiliations politiques. (Englebert, Calderon, et Jené 2018). La représentativité a été prise au sérieux au Sud-Kivu. C'était le cas sous le régime de Kabila comme c'est le cas maintenant sous le régime de Tshisekedi. Lorsque les

---

[19] Entretien collectif avec des hommes politiques, Bukavu, 7 juillet 2010 ; entretien avec un leader de la société civile, Bukavu, 24 juillet 2010.
[20] Entretien collectif avec des hommes politiques, Bukavu, 7 juillet 2010.
[21] Entretien avec un leader de la société civile, Bukavu, 24 juillet 2010.
[22] Notes prises sur le terrain, juillet 2010.
[23] Constitution de la République démocratique du Congo, art. 90, Kinshasa, 2006. http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2006/JO.18.02.2006.pdf.

ministères et postes au sein du gouvernement provincial de Bukavu sont distribués, tous les territoires sont représentés. Si ce principe territorial n'est pas pris en compte, il serait presque impossible de gouverner la province.[24]

4.2 La présidence de Tshisekedi

Le régime de Kabila était largement critiqué pour son autoritarisme, son népotisme, son clientélisme, son régionalisme et son détournement des deniers publics. On espérait donc que le nouveau gouvernement de Félix Tshisekedi apporterait des changements significatifs. Cependant, des soupçons de fraude continuent de planer sur le résultat des élections. De nombreux observateurs ont estimé que le vainqueur de l'élection présidentielle était en réalité Martin Fayulu,[25] notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo de l'Église catholique et son groupe d'observateurs citoyens affilié, la Commission Justice et Paix, qui a déployé quelque 40 000 observateurs électoraux dans les 21 699 centres de vote du pays (Centre Carter, n.d.).

Néanmoins, après avoir été déclaré président, le groupe parlementaire de Tshisekedi, Cap pour le changement (CACH), a scellé une coalition avec son prédécesseur, le Front commun pour le changement (FCC) de Joseph Kabila. Cependant, le FCC détenait la majorité dans les assemblées provinciales et nationales et deux tiers des postes ministériels, ce qui limitait la capacité de CACH à gouverner. Incapable de gouverner efficacement, Tshisekedi a commencé à rogner sur le pouvoir de son prédécesseur. En juillet 2020, il a bloqué la nomination d'un allié de Kabila à la tête de la commission électorale ; trois mois plus tard, il a fait passer la nomination de trois juges de la Cour constitutionnelle contre la volonté de l'ancien président. Puis, après avoir coopté de nombreux partisans de Kabila dans son propre camp, il a annoncé la dissolution de sa coalition avec l'ancien président le 6 décembre 2020. Il a

[24] Entretien n° 17 avec un leader de la société civile, 24 juillet 2010, Bukavu ; entretien de groupe avec des hommes politiques, 7 juillet 2010, Bukavu ; entretien n° 27 avec le président d'une association Tembo, 23 août 2010 ; entretien n° 44 avec un des principaux dirigeants de la « Mutuelle d'entraide Fuliiru », vers septembre 2011, Bukavu ; communication personnelle avec un professeur d'université, 11 novembre 2021.

[25] Fayulu était le candidat de la coalition Lamuka (« réveil » en lingala), qui comprenait plusieurs grands leaders politiques, notamment Adolphe Muzito, Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba.

ensuite facilité le vote d'une motion de censure contre le Premier ministre, l'allié de Kabila, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le 27 janvier. Selon un politicien, la logique du parti de Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et la progrès social (UDPS) : « Dégagez, il est temps pour nous de prendre le pouvoir ! »[26]

En avril 2021, Tshisekedi a annoncé la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale : l'Union sacrée pour la nation (USN), dans laquelle il détient une majorité fragile. Elle comprend des représentants majeurs de l'opposition, comme Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, et d'anciens alliés de Kabila, comme Bahati Lukwebo. Avec la création de la nouvelle coalition, Tshisekedi a pu travailler sur les priorités de son gouvernement, à savoir la lutte contre la corruption et la promotion des droits de l'homme et de l'État de droit. Cependant, en termes de fonctionnement du système politique, peu de choses semblent avoir changé. Les membres de l'entourage de Tshisekedi auraient dilapidé les fonds publics et se seraient enrichis rapidement. En outre, étant donné qu'il dépend désormais d'anciens partisans de Kabila, Tshisekedi doit leur accorder son parrainage afin de les fidéliser (International Crisis Group 2021).

En outre, il semble que Tshisekedi et son parti, l'UDPS, soient en train de créer un système très similaire à ceux des régimes précédents, dans lequel ils contrôlent les organes importants du pouvoir et dirigent le pays par le biais d'alliances changeantes. Par exemple, en juillet 2021, Tshisekedi a suggéré de créer un projet de loi visant à restreindre la présidence aux personnes n'ayant pas deux parents congolais, le projet de loi dit « Tshiani ». Cette proposition est largement perçue comme une stratégie visant à empêcher les principaux concurrents de Tshisekedi de le défier aux élections de 2023, y compris les membres clés de l'USN, notamment Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba. Le parti de Katumbi, Ensemble pour la République, a déjà annoncé qu'il quitterait la coalition si le projet de loi était adopté. Le porte-parole de Katumbi, Olivier Kamitatu, l'a qualifié de « manœuvre claire de ceux qui veulent s'accrocher au pouvoir » (Reuters 2021). En outre, la loi est considérée comme visant non seulement les anciens collaborateurs de Kabila, mais aussi les « gens de l'Est » en général, qui, seraient perçus comme

[26] Entretien avec un politicien, Kinshasa, 16 juillet 2021.

des « Rwandais » par l'UDPS. Ces soupçons sont alimentés par le procès puis l'emprisonnement de Vital Kamerhe, le leader de l'UNC et chef de cabinet de Tshisekedi, accusé de détournement de fonds, de corruption aggravée et de blanchiment d'argent en avril 2020. Originaire du Sud-Kivu, Kamerhe est sans doute l'homme politique le plus populaire de la province et ses arrestations ont suscité l'indignation et les protestations dans l'est de la RDC. Il est important de noter que la politique au niveau national en RDC a toujours été perçue en termes ethno-régionaux définis par les zones linguistiques. Dans l'imaginaire politique, il existe quatre grandes zones linguistiques : les « Baswahili », les « Bangala », les « Bakongo » et les « Baluba ». De manière très simpliste, les années du règne de Mobutu sont considérées comme la période des Bangala, tandis que les années de Laurent-Désiré et de Joseph Kabila sont considérées comme la période des Baswahili. Le présent est considéré comme la période des Baluba.

Nos sources indiquent que l'UDPS participe à la politique d'identité ethnique et régionale depuis des décennies. Dans les années 1990, le parti UDPS était considéré comme le pionnier de la démocratie, principalement parce qu'il s'opposait à Mobutu. Il était dirigé par un groupe d'hommes issus des régions les plus importantes du pays sur le plan politique dans le but de créer un soutien large ethno-régional : Etienne Tshisekedi (pour le Kasaï), Marcel Lihau (pour l'Équateur), Frédéric Kibasa Maliba (pour le Katanga) et Mbwakien Nerolien (pour le Bandundu). En outre, ce groupe a construit tout un réseau de leaders locaux dans chaque province. L'UDPS des années 1990 a promu le fédéralisme. Il s'est inspiré de la Constitution de Lualuabourg, qui a été créée pour apaiser les tendances autonomistes à travers le pays au lendemain de l'indépendance.[27]

Les identités ethniques jouent toujours un rôle très important dans la dynamique politique à Kinshasa et dans la gestion du pays. La plupart des partis ont une base ethno-territoriale et les élites politiques sont censées défendre les intérêts de leur territoire d'origine. On considère qu'il est de la responsabilité des élites politiques de courtiser les dirigeants des principaux partis politiques, tels que Tshisekedi, Katumbi, Kabila et Bemba, afin de servir les

[27] Entretien avec un politicien de l'UDPS, Kinshasa, 14 juillet 2021.

intérêts de leurs communautés ethniques respectives. L'UDPS, par exemple, est célèbre pour être considéré comme le parti des Baluba. La base ethno-territoriale des partis est explicite au Sud-Kivu, où l'Union pour la nation congolaise (UNC) est considérée comme le parti des Shi du territoire Walungu, l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC, Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) est considérée comme le parti des Shi du territoire de Kabare, le Parti national pour la démocratie et la république (PANADER) est considéré comme le parti des Rega du territoire de Mwenga, et ainsi de suite. En effet, le président du PANADER, Jean-Marie Bulambo Kilosho, est un député national élu dans la circonscription de Bukavu et il y a des doutes sur qui il représente. Kilosho est un Rega de Mwenga et ancien président de la mutuelle Rega *Lusu-Rega* ainsi que président de l'équipe de football Olympic Club Muungano, qui est considérée comme l'équipe de football Rega de Bukavu.

La logique de compétition et de partage du pouvoir ethno-régional subsiste au Sud-Kivu. La négociation pour le pouvoir se joue généralement entre le gouvernement provincial et les associations ethniques appelées mutuelles, ou mutualités (syndicats). Ces organisations sont des moyens de mobilisation et de pression politiques. Aujourd'hui, tout comme au lendemain de l'indépendance, ces associations relient les membres des groupes ethniques vivant en milieu urbain à leur territoire d'origine. Elles sont souvent divisées en différentes sections et, généralement, leurs principaux objectifs sont de promouvoir les intérêts de leur communauté et d'aider au développement de leur territoire d'origine, mais elles peuvent également avoir d'autres objectifs tels que l'assistance mutuelle et la conservation de la culture de la communauté. Selon un député provincial de Kalehe, l'implication politique des syndicats ethniques tend à créer des divisions ethniques et du tribalisme.[28] S'il existe une politique officieuse de partage du pouvoir entre les élites ethniques au sein du gouvernement du Sud-Kivu, de profonds griefs et conflits subsistent entre elles. Au niveau provincial, ces griefs sont avant tout dirigés contre les Shi et, dans une moindre mesure, les Rega, qui sont les groupes les plus nombreux et les plus dominants du Sud-Kivu.[29] La compétition

[28] Entretien avec un député provincial, Bukavu, 17 août 2021.
[29] Entretien avec un député provincial, Bukavu, Sud-Kivu, 17 août 2021.

ethnique pour les postes va bien au-delà de l'attribution des postes au sein du gouvernement. Selon un leader Tembo :

> Les postes sont réservés à la majorité dans la province du Sud-Kivu. Les minorités n'ont pas accès au bien public. Ce sont surtout les gens de Kabare et de Walungu qui gouvernent, et cela frustre les communautés minoritaires, dont nous faisons partie.[30]

En fait, la rivalité ethnique imprègne tout le tissu social, y compris les institutions publiques, les ONG, les églises, les universités, les écoles et les entreprises. Cela met en évidence le chevauchement entre la politique de l'ethnicité et les réseaux de clientélisme. Lorsque des membres de la communauté accèdent à des postes, on s'attend à ce qu'ils utilisent leur pouvoir et leur influence pour aider leurs propres proches, au sens restreint des membres de leur famille, mais aussi des personnes appartenant au même clan ou groupe ethnique. Cette forme de favoritisme basé sur la parenté a plusieurs expressions vernaculaires, telles que « collinisme »,[31] « nduguisme » et « tribalisme ». Il s'agit d'une pratique sociale très répandue, qui affecte de nombreux aspects de la vie, à tel point qu'elle est considérée comme un fait inévitable de la vie. Comme le déclare l'un de nos interlocuteurs : « Je ne pense pas que le tribalisme soit une bonne chose, mais nous n'avons pas le choix. Nous essayons de vivre avec. J'ai été témoin de l'échec de ma sœur à une candidature pour un emploi parce qu'elle n'était pas Muzibaziba. Ils ont nommé un Muzibaziba plutôt que de donner le poste à un Muhavu compétent ».[32]

4.3 Les élections et la politique de l'identité ethnique

Comme nous l'avons souligné, historiquement, les identités ethniques ont joué un rôle majeur dans les processus électoraux. Cette situation perdure

---

[30] Entretien avec un leader Tembo, Bukavu, Sud-Kivu, 25 septembre 2021.

[31] « Collinisme » est un terme que l'on entend parfois dans la langue vernaculaire à Bukavu. Ce terme exprime le fait que les personnes qui sont originaires de la même colline s'accordent mutuellement des faveurs. Historiquement parlant, chaque famille élargie possédait des droits fonciers coutumiers sur une certaine colline et ses environs. Il ne s'agit donc pas seulement d'une forme de mutualité liée au lieu, mais aussi d'une forme de mutualité fondée sur la parenté partagée.

[32] Entretien avec un leader Havu, Bukavu, Sud-Kivu, 20 août 2021. « Muzibaziba » fait référence à une personne originaire de la chefferie shi de Kaziba.

aujourd'hui. Selon le Centre Carter, la plupart des 599 partis politiques qui se sont présentés aux élections de 2018 avaient une composante ethnique ou régionale (Centre Carter, n.d., 17). Cela s'explique en partie par le fait que les limites des circonscriptions rurales coïncident avec celles des territoires, qui à leur tour coïncident souvent avec celles d'une ou plusieurs unités coutumières. Par exemple, le territoire de Walungu contient les deux chefferies Shi de Ngweshe et Kaziba. En revanche, les limites du territoire de Kalehe coïncident avec celles des chefferies de Buhavu et Buloho. La première est une chefferie Havu, et la seconde une chefferie Tembo. Le chevauchement entre les territoires ethniques et les circonscriptions électorales signifie que les politiques identitaires internes de ces entités ont tendance à prédominer lors des élections. Les candidats aux élections parlementaires pour les assemblées législatives provinciales et nationales sont presque toujours « originaires »[33] (natifs) de leur circonscription et leurs campagnes électorales tournent en grande partie autour de la défense des intérêts des groupes ethniques dont ils font partie aux niveaux supérieurs du gouvernement.

On observe également de telles tendances à Kalehe. En tant que circonscription électorale, Kalehe a quatre sièges au parlement national. Ils sont occupés par deux Tembo, Adolphine Yayuwa Muley et Anselme Enerunga ; un Havu, Vital Banyawesize Mukuza Muhini ; et un Hutu, Tite Hakiz'uwera Ndabagera. Dans la province, Kalehe a cinq députés. Un Hutu, Augustin Nkundamayungo, et quatre Havu, Koko Cirimwami, Jacques Amani Kamanda, Nestor Maliana, et Cosmos Kusimwa. Il est difficile de l'affirmer sans une enquête plus large, mais nos recherches indiquent que les identités ethniques des candidats ont joué un rôle majeur dans la détermination du comportement de vote des gens :

> **Je pense que plusieurs tribus ont soutenu leur frère afin de gagner les élections en 2018. Nous nous sommes dit que la victoire de notre frère est notre propre victoire. C'est ainsi que nous avons gagné les élections provinciales et nationales grâce à nos frères Havu. Les Tembo et les Hutu ont fait la même chose. C'est comme ça.**[34]

---

[33] Chaque Congolais est légalement rattaché à une chefferie ou à un secteur « d'origine », et les gens considèrent généralement les chefferies et secteurs comme des entités culturellement homogènes d'où proviennent leurs ancêtres.

[34] Entretien avec un leader Havu, Bukavu, 20 août 2021.

Toutefois, pour certaines personnes, l'ethnicité n'était pas le critère identitaire déterminant. Au contraire, des identités communautaires plus localisées et plus étroites semblaient guider leur vote. Par exemple, certaines personnes ont voté pour des personnes de leur propre groupement, chefferie ou clan, plutôt que pour un simple co-ethnique. Comme l'a déclaré un chef de village de la chefferie de Ntambuka dans le sud d'Idjwi :

> Nous avons un ministre Marcellin Bahaya qui est Musibula, et deux députés dans la province à Ntambuka et Maisha. Ntambuka est au sud et Maisha au nord. Nous ne pouvons pas voter pour les députés du nord, car si nous le faisons, nous ne serons pas représentés.[35]

Un autre indicateur du fait que la politique d'identité ethnique a joué un rôle important pendant le processus électoral à Kalehe est que les candidats Tembo et Hutu ont adhéré à des partis politiques différents. Comme l'a dit un agent de renseignement Tembo : « Nous nous sommes tous inscrits sur la même liste. Mais les Hutu se sont inscrits sur leur liste. Aucun Tembo n'a jamais été sur la même liste qu'un Hutu ».[36] Ce comportement de vote doit être considéré en relation avec les pratiques prévalentes de patronage et de protection. Les élites locales sont considérées comme des leaders dans leur territoire d'origine et sont censées protéger et prendre soin de leurs proches et leurs communautés. Cependant, si elles ne sont plus en mesure d'assumer leur rôle de protecteurs de la communauté, leur légitimité et leur statut peuvent être remis en question.

> Nous avons à Kinshasa des députés et d'autres personnes qui travaillent au sein du gouvernement. Même si le gouverneur n'a toujours rien fait pour nous, il est toujours un fils du territoire d'Idjwi. Je ne connais ni son père ni sa mère, mais j'ai entendu dire qu'il est d'ici. Le gouverneur est un gros menteur.[37]

Nous avons illustré comment la politique de l'identité s'est mêlée aux processus électoraux à Kalehe et Idjwi. Néanmoins, pour plusieurs raisons, il convient de se garder de surestimer son importance. Tout d'abord, les résultats officiels

---

[35] Entretien avec un chef de village Bany'Idjwi, Ntambuka, Idjwi, 31 juillet 2021.
[36] Entretien avec un agent de renseignement Tembo, Bunyakiri, Kalehe, 4 septembre 2021.
[37] Entretien avec un agriculteur Bany'Idjwi, Idjwi, Ntambuka, Idjwi, 1er août 2021.

des élections de 2018 n'ont jamais été publiés et ont été largement critiqués comme étant entachés d'une fraude importante. Dès lors, il est difficile, voire impossible, de vérifier si les députés actuellement élus ont remporté les élections de manière équitable. Deuxièmement, en RDC, chaque électeur peut s'inscrire pour voter où il veut, ce qui signifie que de nombreuses personnes ne votent pas dans leur territoire d'origine ; une tendance qui est amplifiée par le déplacement de millions de personnes fuyant les conflits et la violence.

En effet, lors des élections, de nombreuses personnes ont choisi de voter dans les villes plutôt que dans les zones rurales. D'autres encore ont préféré voter dans les provinces ou territoires voisins. Par exemple, un administrateur de Buzi a déploré le retard dans l'arrivée du matériel électoral de 2018, ce qui a conduit des habitants de Buzi à s'inscrire au Nord-Kivu.[38] Des plaintes similaires ont été exprimées à Idjwi.[39] Cette situation est problématique pour les politiciens, car les sièges attribués aux différents territoires dans les assemblées législatives sont répartis en fonction du nombre d'électeurs inscrits. Enfin, il convient de préciser que l'identité ethnique constituait un critère parmi d'autres pour le choix de son candidat préféré. L'affiliation à un parti politique, le développement et l'emploi semblent également avoir été des critères importants.

L'élection de deux candidats à l'Assemblée nationale, Tite Hakiz'uwera Ndabagera et Augustin Nkundamayungo, à l'Assemblée provinciale, est un aspect qui semble avoir particulièrement divisé la population de Kalehe. Apparemment, le fait qu'ils aient été élus a suscité des craintes et des soupçons parmi les Tembo de la région. Selon eux, le processus d'inscription des électeurs a été compromis, car plusieurs Hutu rwandais se sont inscrits pour voter alors qu'ils n'en avaient pas le droit. Pour certains Tembo, ce type de fraude constitue une nouvelle tentative des Banyarwanda de s'emparer des terres et du pouvoir dans les hauts plateaux.

[38] Entretien avec un administrateur, Minova, Kalehe, 1er septembre 2021.
[39] Entretien avec un agriculteur Bany'Idjwi, Kashara, Rubenga, Idjwi, 1er août 2021.

4.4 La politique de l'ethnicité et du territoire à Kalehe

Les revendications territoriales des élites politiques et militaires locales du Sud-Kivu ont connu une résurgence ces dernières années. Elles revendiquent la reconnaissance par l'État de leur droit à une plus grande autonomie pour leur territoire ethnique. Les élites et la population ont le sentiment de souffrir d'une marginalisation politique et économique et d'un manque d'opportunités de développement, ce qui expliquerait ces revendications. Si la plupart de ces revendications ont des précédents historiques, leur recrudescence aujourd'hui doit également être comprise dans le contexte des promesses non tenues par les régimes successifs de Kabila et de Tshisekedi. La détérioration de la sécurité à l'est, la régression généralisée des conditions sociales et économiques et l'enrichissement continu des élites du régime ont alimenté les revendications locales pour une plus grande autonomie ethno-territoriale des leaders de Fizi, Uvira, Idjwi, Kalehe et Shabunda. Par exemple, les leaders de la mutuelle Rega « Lusu Lega » veulent créer « Elila », une province autonome regroupant toutes les zones peuplées par les Rega. Si les leaders Rega revendiquent toute une province, les revendications croissantes d'autonomie dans les chefferies et les territoires sont également courantes, notamment à Kalehe où les leaders Tembo luttent toujours pour la reconnaissance d'un territoire Tembo et de plusieurs chefferies Tembo. Entre-temps, les leaders Hutu et leurs électeurs continuent leur longue lutte pour la reconnaissance d'un territoire Hutu dans les hauts plateaux.

LA LUTTE POUR LE TERRITOIRE SE POURSUIT

Un grand changement s'est opéré dans l'organisation territoriale du territoire de Kalehe à la fin de la guerre. Avec le départ des forces rwandaises, les structures administratives parallèles de Bunyakiri (RCD-Goma et Maï-Maï) ont fusionné. Le gouvernement de transition a suspendu en 2004 toutes les décisions et lois créées par les autorités rebelles.[40] De ce fait, le territoire de Bunyakiri, la chefferie de Buzi et le groupement de Mianzi ont été suspendus. Le chef Hamuli Ntale Kamirogosa de la chefferie de Buhavu a plaidé pour la reconstitution de la chefferie de Buhavu. Le 15 juillet 2003, il a fait

[40] Entretien avec un ancien administrateur maï-maï du territoire de Bunyakiri, Bukavu, 11 juillet 2010.

parvenir au ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et de la Sécurité un mémorandum de protestation contre ce qu'il a appelé des découpages anarchiques de la chefferie de Buhavu.[41] La décision finale a été prise de révoquer le territoire de Bunyakiri en 2008, en dépit des recommandations formulées par la propre commission du gouvernement en 2005.[42] La législation d'après-guerre relative aux chefferies a, d'une certaine manière, augmenté les enjeux de leur reconnaissance, car les chefferies sont considérées comme des entités territoriales décentralisées. Les entités décentralisées disposent de la personnalité juridique, de la liberté administrative et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines et financières, ce qui inclut le droit de percevoir des taxes locales (telles que les taxes sur les permis de vente, la circulation routière, la consommation d'alcool et de tabac, les étalages de marché, et une taxe foncière sur les concessions minières et forestières).[43] Cela signifie qu'officiellement, les chefs et leurs administrations jouissent d'une autonomie et d'une autorité nettement plus grandes sur les ressources par rapport à la législation précédente.

Les autorités provinciales et centrales craignaient que la reconnaissance du territoire de Bunyakiri ne crée un précédent, susceptible de déclencher toute une série de revendications d'autonomie territoriale fondées sur l'appartenance ethnique de la part de chefs locaux dans tout le pays.[44] Il convient de noter que lorsque les autorités rebelles du RCD-Goma ont créé le territoire de Bunyakiri en 1999, elles ont également créé le territoire de Minembwe,[45] répondant ainsi à l'aspiration de longue date des Banyamulenge. Le

---

[41] Mémorandum du 15 juillet 2003 au ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et de la Sécurité : « découpages anarchiques de la chefferie de Buhavu ». Signé par le Mwami et chef de la chefferie de Buhavu, Hamuli Ntale IV Kamirogosa.

[42] « Rapport de la commission chargée d'examiner les actes de création des entités territoriales pendant la guerre dans la province du Sud-Kivu ». République Démocratique du Congo, Ministère de L'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, Kinshasa, 5 December 2005.

[43] Loi organique N° 08/012 du 31 julliet 2008, t I, art 5. Il s'agit d'une réforme par rapport à la législation précédente qui accordait bon nombre de ces droits au territoire.

[44] Entretien avec un chef de bureau, département de l'Intérieur de la province du Sud-Kivu, Bukavu, 20 juillet 2010.

[45] Arrêté Départemental nr. 001/MJ/DAT/ROUTE/1999 du 9 septembre 1999 d'organisation administrative portant création du Territoire de Minembwe dans la Province du Sud-Kivu; Arrêté nr. 70/RCD/DATSR/2001 du 9 septembre 2001 portant création du Territoire de Minembwe dans la Province du Sud-Kivu; Arrêté nr. 059/DEP/ADM/TEM-MPDSG/2000 portant des Groupement Administratifs du Territoire de Minembwe en Province du Sud-Kivu.

gouvernement de transition craignait que la reconnaissance de Minembwe ne ravive le conflit de longue date dans la région concernant le statut de la zone et l'autorité locale entre les Banyamulenge et leurs voisins Babembe, Bafuliiru et Banyindu du territoire de Fizi. La réponse des leaders et groupes armés Bembe à la création de la « Commune rurale de Minembwe »[46] avec un maire Tutsi en septembre 2019 semble confirmer cette hypothèse. A leurs yeux, il s'agissait d'un autre moyen de créer un territoire tutsi dans la région.

De plus, plusieurs chefs coutumiers du Sud-Kivu se sont également opposés à la création du territoire de Bunyakiri, dont peut-être le plus puissant, le Mwami Shi Désiré Kabare de la chefferie de Kabare. Les chefs coutumiers du Sud-Kivu craignaient que de telles mesures ne conduisent à une pratique plus répandue du découpage des chefferies. Des recherches menées entre 2005 et 2011 montrent que la révocation du territoire de Bunyakiri a divisé les leaders Tembo et Havu. Les autorités coutumières de Buhavu ont salué la décision. Elles ont réfuté la revendication légitime des Tembo à un territoire indépendant pour des raisons ethniques et culturelles. En outre, elles ont affirmé qu'elles avaient la loi de leur côté étant donné que le « découpage » avait été créé illégalement par les autorités rebelles (Hoffmann 2021). Cela n'est guère surprenant dans la mesure où ils risquaient de perdre l'autorité sur la plus grande partie de leur territoire si Bunyakiri était reconnu comme un territoire avec plusieurs chefferies Tembo indépendantes. Cependant, la suppression du territoire de Bunyakiri a généré de fortes frustrations chez les Tembo. Pour eux, c'était la preuve de la marginalisation dont ils faisaient l'objet. Ils se sentaient piégés par le système actuel de territorialité ethnique :

> **Tout Bunyakiri doit souffrir de la suppression de son territoire, c'est une réalité politique que nous ne savons pas comment changer avec le système de gouvernance actuel, et il faut toujours utiliser ce système pour obtenir l'indépendance. Buloho, Kalima, Mubugu, Ziralo, toute la région, est une région entièrement habitée par les Tembo. Il n'y a que la côte qui est habitée par les Havu.**[47]

[46] La réforme de la décentralisation de 2008 stipule que les agglomérations de plus de 20 000 personnes doivent être transformées en communes rurales.
[47] Entretien avec le directeur d'une ONG locale, Bukavu, 9 juillet 2010.

Cette déclaration est assez révélatrice car elle montre que pour obtenir l'autonomie, il faut jouer le jeu de la territorialité ethnique. Elle montre à quel point les identités ethniques sont intégrées dans la politique congolaise de contrôle des ressources et des positions d'autorité. En effet, la situation n'a pas beaucoup évolué depuis 2010-2011 pour les Tembo. Ils sont toujours à la recherche d'un territoire ethnique autonome et se sentent toujours marginalisés en général, et à Kalehe en particulier. Selon les leaders Tembo, les Havu continuent de dominer les Tembo dans la chefferie Havu. L'un d'entre eux a affirmé que les Tembo sont exclus de l'administration publique à Kalehe : « Vous ne pouvez même pas trouver un huissier dans l'administration publique. Les Havu nous considèrent comme des sous-hommes. Ils perçoivent des taxes chez nous mais continuent à nous traiter comme des sous-hommes ».[48] Un agent de sécurité de l'Etat Tembo estime qu'à Kalehe, les Tembo et les Havu sont en « guerre froide ». Les Tembo considèrent qu'en étant enfermés dans la chefferie de Buhavu et dirigés par le chef Havu, ils sont privés de leur droit à l'autonomie politique, culturelle et fiscale : « Nous ne recevons rien en retour de la part du mwami des Havu, alors que notre groupement (Kalima) génère beaucoup de taxes pour la chefferie. Cela suscite la colère, ce qui fait que notre chef ne participe pas aux réunions de la chefferie ».[49]

La critique ne porte pas seulement sur le pouvoir et les ressources, mais aussi sur la culture et l'identité : « Je pense que la culture de leur bami (pluriel de mwami) est défectueuse… Sur le plan culturel, nous n'avons rien en commun avec les Havu. Nous avons la culture du *kimbirikiti*, alors qu'ils ont la culture du *muganuro*. En fait, nous disposons de tout ce qu'il faut pour devenir une chefferie ou un secteur ».[50] Ces derniers propos sont révélateurs du façonnement en cours des identités politiques. Les deux termes « kimbirigiti » et « muganuro » font respectivement allusion aux pratiques rituelles des cultures forestières et agricoles. Kimbirikiti ou Kimbiligiti est un esprit de la forêt, le plus souvent associé à la culture Rega, mais également vénéré chez les Tembo. C'est l'esprit central et édifiant de la culture Rega, qui joue un rôle

[48] Entretien avec un leader Tembo, Bukavu, 25 septembre 2021.
[49] Entretien avec un administrateur Tembo du groupement de Kalima, Bunyakiri, Kalehe, 4 septembre 2021.
[50] Entretien avec un administrateur public Tembo, Bunyakiri, Kalehe, 4 septembre 2021.

important dans les rites de passage des jeunes, appelés *bwali* ou yando. Ces rites comprennent non seulement la circoncision, mais aussi une initiation générale des jeunes à la culture Rega. C'est aussi l'esprit le plus important du culte du Bwami chez les Rega, qu'il ne faut pas confondre avec le Bami des Havu, des Shi, des Fuliiro et des Tembo. « Muganuro » est la cérémonie des premiers fruits, qui se déroule pendant la récolte du sorgho (février-mars) sous diverses formes dans de nombreuses cultures interlacustres. Dans le cas d'Idjwi, David Newbury décrit cette cérémonie comme le plus important des rituels royaux annuels :

> Dans sa structure de base et dans de nombreux détails, il répète les rituels d'intronisation et symbolise ainsi le renouvellement annuel du royaume… Il représente à la fois la continuité historique et la dimension sociale de la royauté (Newbury 1991, 331).

En évoquant et en juxtaposant ces deux pratiques culturelles, notre interlocuteur tembo trace une frontière claire entre les identités Tembo et Havu, qui se traduit par une revendication d'autonomie territoriale. Le conflit entre les Tembo et les Havu à Kalehe quant à la légitimité de diriger et de gouverner Bunyakiri est le conflit ayant la plus grande portée territoriale. Parmi les autres conflits figurent celui des « cinq collines » entre les autorités coutumières de Buzi et de Ziralo ; les deux camps justifient leur revendication de la zone par des arguments reposant sur l'identité ethnique. Si les chefs coutumiers de Buzi soutiennent que les « cinq collines » portent des noms Havu, les Tembo affirment que ces noms sont dérivés de la langue Tembo (Kitembo). En outre, les Tembo se servent de cartes administratives pour montrer les limites entre Ziralo et Buzi. Cependant, les deux parties admettent que la raison principale de ce conflit est la présence de précieux minerais dans les « cinq collines » (Action pour la paix et la concorde 2012, 32). Un conflit similaire oppose les autorités de Mubugu et de Mpinga-Sud. Elles sont en désaccord quant à la question de savoir qui a le droit sur une zone autour des villages de Katasomwa et Bushaku, qui possèdent des pâturages fertiles, une mine de cassitérite et le plus grand marché de bétail de Kalehe. Les revendications des Tembo reposent sur la frontière tracée par les autorités coloniales et les décrets du gouvernement rebelle du RCD-Goma. Les Havu s'appuient également sur les frontières coloniales, affirmant que la frontière proposée par les Tembo a été créée illégalement par le gouvernement rebelle (Action

pour la paix et la concorde 2012, 35). Dans les hauts plateaux, un conflit existe toujours entre les Tembo et les Banyarwanda, en dépit de nombreuses tentatives pour ramener la paix et la stabilité dans la région. Des décennies de conflit semblent avoir enraciné l'inimitié entre les communautés et durci les frontières ethniques (Bouvy, Bisimiwa, et Batumike 2021 ; Muzalia et al. 2022).

4.5 Le conflit et l'identité ethnique à Kalehe

Le lien entre l'ethnicité et le conflit à Kalehe après la guerre a déjà fait l'objet de nombreux articles, que nous ne reprendrons pas en détail ici (Vlassenroot, Mudinga, et Hoffmann 2016 ; Hoffmann, Vlassenroot, et Marchais 2016 ; Hoffmann 2015 ; 2021 ; Stearns 2013b). On se contentera d'un résumé. Après la guerre, les principaux groupes armés de la région, les Maï-Maï du général Padiri Bulenda et le RCD-Goma, se sont dissous et ont été partiellement intégrés à l'armée congolaise récemment constituée (FARDC). Cependant, comme beaucoup d'autres groupes armés dans l'est de la RDC, ils ont maintenu un noyau de forces combattantes dans leurs territoires d'origine, le RCD-Goma à Masisi et Rutshuru et les Mai-Mai de Padiri à Bunyakiri. Cependant, ces deux groupes se sont rapidement désolidarisés du nouveau régime. Cela a conduit à plusieurs rébellions d'anciens dirigeants Tutsi du RCD-Goma : la mutinerie de Nkunda-Mutebutsi (2004), la rébellion du CNDP (2007-2009) et la rébellion du M23 (2012-2013). En leur absence, des unités d'ex-FAR et d'Interahamwe (rebaptisées et réorganisées sous le nom d'Armée pour la libération du Rwanda, ALiR, et plus tard, de Forces démocratiques de libération du Rwanda, FDLR) ont étendu leur zone d'influence à Kalehe, en imposant des taxes et en commettant des exactions contre les civils congolais. Cela les a mises en conflit avec les communautés locales, l'armée congolaise et les unités Maï-Maï. Il en a résulté une rupture de l'ancienne alliance fondée sur une identité « Bantoue » partagée en opposition aux envahisseurs dits « Tutsis nilo-hamitiques » (voir supra), une escalade des tensions entre les populations Hutu et Tembo et l'évocation par les Tembo d'un conflit identitaire entre « Rwandophones » et « Tembo », ce qui montre la rapidité avec laquelle les frontières entre les catégories identitaires peuvent basculer en période de conflit. Le premier terme est assez large et vague pour désigner toute personne ayant des liens historiques ou culturels avec le Rwanda et les désigner comme des sujets sans droits.

La domination et les exactions des FDLR à Bunyakiri ont ouvert la voie à l'émergence des Raia Mutomboki (« citoyens en colère »), un mouvement issu des Maï-Maï, arrivé de Shabunda en fin d'année 2011. Au cours de l'année 2012, les combattants Tembo ex-Mai-Mai ont pris en charge une grande partie du mouvement à Bunyakiri. Le mouvement a réussi à chasser la plupart des FDLR de Bunyakiri mais a également commis des atrocités de représailles contre des civils Hutu (Hoffmann et Vlassenroot 2014 ; Vogel 2014). Dès le départ, les Raia Mutomboki étaient un mouvement fragmenté et les différents groupes essayaient de se constituer leurs propres zones d'influence. Simultanément, sur les hauts plateaux, de nouvelles milices Banyarwanda ont également émergé ; elles étaient à l'origine des Forces de défense locales qui ont combattu les milices Katuku et Batiri dans les années 1990, et se composaient principalement de Hutu congolais. Elles ont d'abord été connues sous le nom de Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO). Plus tard, vers 2011, nombre de ces groupes ont adopté le nom de Nyatura, du terme kinyarwanda *nyatura* (« frapper fort ») (Stearns 2013a, 39).

En 2019, le Conseil national pour la restauration de la démocratie (CNRD), le plus grand groupe dissident du FLDR, est arrivé à Kalehe. Ils ont rapidement été impliqués dans des conflits fonciers locaux et dans l'exploitation des ressources et la taxation. Plusieurs groupes armés tembo se sont alors réactivés, ce qui a conduit à la création de deux grandes coalitions instables constituées de groupes issus respectivement des communautés Hutu et Tembo. La première, appelée Turarambiwe,[51] comprend des éléments de Nyatura et du CNRD, soutenus par les FDLR. Turarambiwe repose sur la solidarité mutuelle entre les groupes Hutu rwandais et congolais face aux persécutions dont ils sont victimes tant en RDC qu'au Rwanda. La seconde est constituée de différents groupes Maï-Maï et Raia Mutomboki et comprend les Maï-Maï de Kirikicho, les Raia Mutomboki de Hamakombo et les Maï-Maï de Butachibera. Pour ces groupes, la formation des Turarambiwe représente une nouvelle tentative d'envahir et de s'accaparer de leurs terres, de subjuguer ou d'exterminer leur communauté, et de détruire leurs traditions culturelles et leur

[51] Turarambiwe est un terme générique utilisé par plusieurs groupes armés liés aux communautés Hutu du Nord et du Sud-Kivu. « Turarambiwe » signifie « Nous sommes fatigués d'être persécutés ».

identité. C'est en avril 2021 qu'une série d'affrontements a opposé ces deux coalitions autour de Katasomwa qui a été pendant longtemps une zone en proie à des tensions entre Banyarwanda et Tembo (Muzalia et al. 2022). Cela explique pourquoi les entretiens menés en août et septembre 2021 dans le cadre de ce rapport ont révélé de fortes tensions et des désaccords entre les Hutu et les Tembo. Tout comme dans les années 1990, les principales sources de conflit sont liées au contrôle des terres et du territoire. Selon un agent Tembo du service de renseignements :

> Il y a des Hutus dans les chefferies de Kalima, Mubuku et Ziralo. Il y a aussi des Tutsi Depuis 1945, dont la majorité se trouve à Mubuku et Ziralo. Ces sujets rwandais sont venus demander des terres aux chefs Tembo. Ils se sont conformés aux règles coutumières de la propriété foncière. De 1992 à 1994, des Tembo mélangés avec des Hunde et Banyarwanda sont arrivés ici de Bufumandu I et II pour combattre les Banyarwanda. Les sujets Banyarwanda ont essayé de s'emparer du pouvoir coutumier dans les entités Tembo, alors qu'ils n'en avaient pas le droit. La cohabitation pacifique a pris fin. Ils ont fini par être chassés par les Raia Mutomboki de Bunyakiri. Mais ils sont revenus en 2016-2017 en se faisant passer pour des réfugiés. Le problème maintenant est qu'ils ne sont plus répartis sur tout le territoire comme c'était le cas auparavant. À la place, ils se sont concentrés sur les hauts plateaux. Quand ils sont revenus, ils ont commencé à acheter des terres à un prix très élevé. Maintenant, ils constituent déjà la majorité à Mubuku, à Ziralo et dans une partie de Buzi. La guerre de mars et avril 2021 illustre les conséquences de leur nouvelle politique d'achat de terres à Bunyakiri. Elles sont vendues par certains Tembo qui ont abandonné les anciennes pratiques. Ils vont jusqu'à revendre des terres qui ont déjà été vendues. Cela conduit à la violence. Les Hutu et les Tutsi travaillent ensemble. Les Hutu jouent le rôle d'intermédiaires pour les Tutsi, qui disposent de beaucoup de ressources.[52]

Les entretiens avec les leaders Hutu confirment la tendance des propriétaires Tembo à vendre leurs terres plusieurs fois : « Les Tembo vendent toujours leurs champs à plusieurs personnes. Nous avons notre argent, nous sommes obligés d'acheter des terres parce que nous n'en avons pas. La coutume garantit les droits des Tembo sur les champs, mais ils peuvent les vendre. Nous remercions les Tembo et les Havu qui nous ont accueillis ici, mais ils

[52] Entretien avec un agent de renseignement Tembo, Bunyakiri, Kalehe, 4 septembre 2021.

devraient également nous laisser vivre en paix et accepter de cohabiter ».[53] Si les Tembo aspirent à faire de Bunyakiri un territoire Tembo et de Mubuku, Kalima et Ziralo des chefferies, les Hutu aspirent à avoir leur propre groupement. Comme l'a exprimé un leader hutu :

> Lors d'une réunion entre les communautés ethniques en présence de l'administrateur de Kalehe, nous avons demandé la paix et la création d'un groupement « hyper-Hutu » afin de mettre fin à la crise sur les hauts plateaux. Ce groupement appartiendra aux Hutu et aux autres qui veulent y vivre, mais nous ne ferons pas partie des villages ou groupements Tembo.[54]

L'autorité sur la terre et le territoire reste ainsi au cœur des conflits à Kalehe. Cependant, les tensions ethniques se manifestent également dans d'autres aspects de la vie quotidienne. Un bon exemple est un conflit pour l'accès aux soins de santé au centre de santé de Ramba à Ziralo. Apparemment, certains Tembo étaient furieux que les Hutu et les Tutsi aient reçu un traitement préférentiel par rapport aux Tembo après des affrontements. À un moment donné, un groupe d'hommes armés non identifiés a attaqué et pillé l'hôpital, a pris des otages, qui par la suite ont été libérés.[55]

4.6 Le conflit et l'identité à Idjwi

La politique de l'identité à Idjwi et à Kalehe présente des similitudes. Cela n'est pas surprenant dans la mesure où les deux régions sont étroitement liées par leur culture et leur histoire. Pourtant, en même temps, le façonnement des identités et clivages conflictuels à Idjwi est assez particulier comparé à celui de Kalehe.[56]

Comme déjà mentionné, la violence n'a pas été aussi importante sur l'île d'Idjwi que dans d'autres parties du territoire de Kalehe, en particulier à Bunyakiri. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas de conflits ou de violence, mais ces derniers ne sont pas de la même ampleur que ceux vécus

---

[53] Entretien avec un agriculteur/éleveur Muhutu, Nyabibwe, Kalehe, 29 août 2021.
[54] Entretien avec un leader Muhutu, Nyabibwe, Kalehe, 30 août 2021.
[55] Entretien avec un vendeur de Tembo, Nyabibwe, Kalehe, Kalehe, 31 août 2021.
[56] Pour un traitement magistral de l'émergence de la culture et des identités Idjwi, voir le travail de David Newbury. (Newbury et Newbury 1982 ; Newbury 1991 ; 1982 ; 2009).

à Kalehe. Si certains conflits violents sur l'île d'Idjwi tournent autour des identités collectives, ils sont rarement compris et formulés en termes ethniques. Les personnes interrogées à Idjwi ont souvent souligné que ni le « tribalisme » ni la « violence » ne font partie de l'identité Idjwi. Comme l'a déclaré un agriculteur, « Il n'y a pas de tribalisme ici. Nous sommes tous des Bany'idjwi et nous nous respectons les uns les autres en tant que tels… Nous sommes dans un paradis ici. Vous n'entendrez pas les gens parler de coups de feu, de viols ou de meurtres, à part le *kabanga* ».[57] Le terme « kabanga » désigne les meurtres par étranglement. La corde est ensuite supposée détenir une force spéciale et peut être vendue. Cette forme de meurtre est également pratiquée dans certaines régions du Sud-Kivu. Il est évident que la déclaration ci-dessus présente Idjwi sous son meilleur jour. Cependant, elle représente une idée commune à Idjwi selon laquelle l'île est paisible, surtout en comparaison avec certaines régions du Sud-Kivu qui, à cet égard, sont perçues comme « l'autre » constituant de l'identité Idjwi. Le conflit entre les Mbuti/Twa et les Bany'idjwi, qui peut parfois devenir violent, constitue l'exception à cette règle. En général, la violence est comprise et expliquée soit comme un comportement criminel, soit comme le résultat de la manipulation des politiciens, de la justice populaire, des conflits interpersonnels, en particulier des conflits fonciers, et des conflits liés aux grossesses avant le mariage. En outre, les comportements violents sont attribués aux tiers tels que les forces de sécurité congolaises, et surtout la marine rwandaise. Les conflits identitaires les plus saillants rencontrés sur l'île d'Idjwi s'articulent autour de trois grands clivages identitaires : un clivage nord-sud, entre Rubenga et Ntambuka, un clivage Bany'Idjwi-Mbuti/Twa et un clivage Bany'Idjwi-Banyarwanda.

LE CONFLIT NORD-SUD

Historiquement, les tensions et la rivalité entre le nord et le sud d'Idjwi ont toujours existé, comme nous l'avons indiqué. S'il est généralement admis que le chef de Ntambuka dans le sud, Roger Ntambuka Mihigo II (désormais : Ntambuka), est un mwami légitime, il subsiste des désaccords quant à la légitimité du chef de Rubenga dans le nord, Gervais Ndawenderundi Rubenga (désormais : Rubenga). Dans leur forme actuelle, les deux chefferies ont été créées en 1974 et l'État congolais reconnaît à la fois Ntambuka et Rubenga

[57] Entretien avec un agriculteur, Milimo, chefferie de Ntambuka, 1er août 2021.

comme chef coutumier de leur chefferie. Cependant, selon nos sources, parmi les autorités coutumières du sud, Rubenga n'est pas un mwami mais plutôt un « murhwali », c'est-à-dire un représentant du roi du nord.[58] Ils affirment que la chefferie de Rubenga est une unité administrative artificielle créée par les colonisateurs. De plus, ils affirment qu'il ne peut pas être un vrai mwami puisqu'il n'a pas été intronisé selon les règles coutumières de succession et qu'il ne pratique pas les rituels royaux, dont l'importante cérémonie du « muganuro ». Enfin, ils soutiennent que Ntambuka est le seul mwami sur Idjwi puisque les insignes royaux sont conservés dans sa cour traditionnelle à Buhoro dans le sud.[59] Cette affirmation a toutefois été contestée par un juge coutumier du nord. Selon lui, Ntambuka et Rubenga sont tous deux bami, car ils détiennent chacun leurs propres insignes royaux de pouvoir.[60] Il convient toutefois de rappeler que, par le passé, le nord d'Idjwi était une province du mwami d'Idjwi. Ce n'est que grâce à l'intervention rwandaise, puis coloniale, que ses dirigeants ont pu acquérir une forme d'indépendance. En outre, s'il est possible que les chefs coutumiers du nord de l'Idjwi aient créé un nouvel ensemble d'insignes royaux, les insignes originaux ont toujours été détenus par le mwami de la première lignée dont le siège se trouve dans le sud de l'île.

La rivalité entre le nord et le sud se manifeste également dans la sphère politique. La compétition tourne principalement autour de l'accès aux postes de pouvoir et Rubenga et Ntambuka sont tous deux très impliqués dans ce domaine. Ntambuka est un membre de longue date du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de Joseph Kabila. Il a été élu à l'Assemblée provinciale, mais son mandat a été révoqué car jugé incompatible avec son statut de chef coutumier (La Prunelle 2019). Jusqu'aux élections de 2018, il a siégé en tant que chef coutumier dit « coopté » à l'Assemblée provinciale. Rubenga est également engagé en politique et est membre de l'Éveil de la conscience pour le travail et le développement (ECT). L'ECT est dirigé par Boniface N'Kolo Balamage, un Bany'Idjwi de Rubenga. L'ECT

[58] Un *Murhwali* est un descendant direct du roi, officiellement reconnu comme un représentant de la cour royale dans une certaine région.
[59] Entretien n°16 avec un chef de groupement provisoire, Rambo, chefferie de Ntambuka, 2 août 2021 ; entretien avec un spécialiste des rituels (mujinji) à la cour royale, chefferie de Ntambuka, Buhoro, 6 août 2021.
[60] Entretien avec un juge coutumier, chefferie de Rubenga, 11 août 2021.

fait partie du FCC. Cela implique que Rubenga et Ntambuka font tous deux partie de la coalition du FCC dont Kabila reste le principal leader politique.

Le fait que les deux chefs d'Idjwi fassent partie du même bloc parlementaire n'empêche pas que la compétition entre le nord et le sud en période électorale soit très intense. Ceci est probablement lié aux enjeux élevés des élections. Les politiciens du nord et du sud se disputent les faveurs des électeurs non seulement en leur propre nom et au nom de leur parti politique, mais aussi au nom de leur « territoire d'origine ». En tant que « fils du sol », un candidat donné est censé défendre les intérêts de sa région d'origine. En d'autres termes, un vote pour un candidat du nord ou du sud est considéré comme un vote pour la chefferie de Rubenga ou de Ntambuka. Il paraît que la compétition peut devenir si intense que les politiciens représentant le nord ne sont pas les bienvenus pour faire campagne dans le sud et vice versa. Ceux qui s'y essaient quand même peuvent être victimes de menaces et d'actes de vandalisme de la part des jeunes mobilisés par les politiciens de la région d'origine.[61]

LE CONFLIT BANY'IDJWI-MBUTI

À ce jour, le seul conflit à caractère ethnique et ayant une dimension violente à Idjwi est celui qui oppose les Bany'Idjwi aux Mbuti.62 C'est autour de l'accès à la terre et à ses ressources et plus largement de la discrimination envers les Mbuti que s'articulent ces tensions. Autrefois, les Mbuti vivaient de la chasse et de la cueillette dans les forêts d'Idjwi. Vers 1980, ils ont été expulsés de leurs maisons et les Bany'Idjwi ont repris leurs terres. Privés de leurs moyens de subsistance traditionnels et de leurs terres, ils se sont installés dans des camps et ont essayé de survivre en cultivant les terres non arables sur les franges côtières. Les Mbuti sont au nombre de 15 000 et les Bany'Idjwi atteignent 300 000 (Autesserre 2021). Les Bany'Idjwi interrogés dans le cadre de ce rapport ont reconnu que les Mbuti étaient la population autochtone et qu'ils jouaient un rôle dans les rituels royaux. Cependant, ils considèrent que les problèmes des Mbuti sont en grande partie de leur propre fait. Ils les

[61] Entretien avec un greffier, Bugarule, chefferie de Rubenga, 8 août 2021.
[62] Le conflit est parfois aussi présenté en termes raciaux-linguistiques comme un conflit entre les « Bantous » et les « Twa/pygmées ».

considèrent généralement comme paresseux, primitifs, ivrognes, violents et enclins au vol. Une autorité coutumière Bany'Idjwi a déclaré : « Un autre conflit sévit ici, celui des pygmées qui volent et détruisent nos champs. Les pygmées sont paresseux et passifs. Ils n'aiment pas travailler. Chaque fois que les propriétaires fonciers se rendent dans leurs champs, les pygmées les attaquent avec des lances, et les tuent même. Ce sont des criminels ».[63] Les seuls Mbuti respectés étaient ceux dont le mode de vie s'était assimilé à celui des Bany'Idjwi. Selon les mots d'un enseignant Bany'Idjwi : « Certains d'entre eux ont un mode de vie décent... Avec l'évolution actuelle, on peut trouver une télévision et des panneaux solaires dans la maison d'un pygmée ».[64] Il semble que de nombreux Mbuti survivent en travaillant dans les champs des propriétaires Bany'Idjwi. D'autres s'adonnent à la pêche ou à la poterie tandis que ceux qui ont fait des études sont mieux intégrés dans la société. Les grossesses résultant de rapports sexuels entre hommes Bany'Idjwi et femmes Mbuti sont une autre source de conflit. Les hommes Bany'Idjwi nient généralement leur paternité car avoir des relations sexuelles avec une femme Mbuti est considéré comme un tabou. Par conséquent, les enfants de sang Mbuti ne peuvent pas faire partie des familles Bany'Idjwi. Par conséquent, ils sont élevés par des familles Mbuti.[65] Les parents Bany'Idjwi achètent parfois des terres pour eux afin d'éviter les conflits.[66] Selon un porte-parole des Mbuti de la chefferie de Ntambuka, ils se sentent fortement discriminés par les Bany'Idjwi dans presque tous les domaines : politique, développement, accès aux ressources, etc. Selon lui, le mwami leur a donné des terres il y a presque 30 ans dans le groupement de Mugote. Mais maintenant, le mwami et sa famille veulent les obliger à partir sous prétexte qu'ils sont des voleurs.

---

[63] Entretien avec un chef de groupement provisoire, Rambo, chefferie de Ntambuka, 31 août 2021.
[64] Entretien à Kisiza avec un enseignant, chefferie de Ntambuka, 5 août 2021.
[65] Entretien avec un porte-parole Mbuti, Kisiza, Ntambuka, 5 août 2021.
[66] Entretien avec un agriculteur-éleveur, Mazina, chefferie de Ntambuka, 2 août 2021 ; entretien avec un ancien soldat de l'armée nationale, chefferie de Ntambuka, 4 août 2021 ; entretien avec un chef de village, chefferie de Natmbuka, 5 août 2021.

LE CONFLIT BANY'IDJWI-RWANDA

Le degré d'hostilité à l'égard des personnes d'origine rwandaise n'est pas le même à Idjwi qu'à Kalehe et, en particulier, à Bunyakiri. En effet, de nombreux Bany'Idjwi reconnaissent que certains de leurs ancêtres sont arrivés du Rwanda il y a longtemps. En outre, les relations entre les quelque 40 000 réfugiés Hutu rwandais qui sont arrivés à Idjwi après le génocide au Rwanda et les Bany'Idjwi étaient, du moins en partie, mutuellement respectueuses et bénéfiques. Cela était dû en partie au fait que les réfugiés travaillaient dans les champs des Bany'Idjwi. Cependant, parmi ces réfugiés se trouvait également un groupe important de combattants qui ont installé des camps militaires, recruté des jeunes locaux et lancé des attaques au Rwanda. La majorité des réfugiés et des combattants ont fui en 1996, chassés par la rébellion de l'AFDL (Autesserre 2021, 28). Le conflit actuel opposant les Bany'Idjwi aux Rwandais semble tourner autour de la question des droits de pêche dans les groupements de Mugote et Nyakalengwa près des villages de Nkuvu, Muguza, Boza, Bwina, Buhangwa et Muhumba, qui sont proches de la frontière lacustre rwandaise.[67] Ce conflit n'est pas essentiellement local. Il s'inscrit plutôt dans un conflit plus large entre le Rwanda et la RDC pour le contrôle des ressources du lac Kivu. Les autorités maritimes rwandaises accusent les pêcheurs congolais, dont les Bany'Idjwi, de deux transgressions : pêcher au-delà de la frontière maritime et utiliser des filets de pêche, dont les mailles sont trop fines (Musamba 2018). En effet, les pêcheurs congolais utilisent des filets de pêche à petites mailles appelés « Kaningini ». Ils utilisent ces filets pour capturer des sardines (Limnothrissa miodon), qui ont été importées du lac Tanganyika à la fin des années 1950 (Kaningini et al. 1999). Localement, ces sardines sont connues sous le nom de « sambaza ».

Selon certaines de nos sources, la marine et les civils rwandais menacent, harcèlent, arrêtent, voire tuent les pêcheurs congolais et ont même occupé la petite île de Nkombo. Cependant, les filets « Kaningini » sont autorisés au Congo et les Sambaza contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Tessier et al. 2020). Par conséquent, les pêcheurs congolais ne veulent pas utiliser des filets avec

[67] Entretien avec des responsables de la chefferie de Ntambuka, Rambo, Ntambuko, 3 août 2021 ; entretien n°14 avec un agriculteur-éleveur, Lushindi, Ntambuka, 2 août 2021.

une maille plus grande. Ils accusent également la marine rwandaise et les bandits rwandais de voler les filets de pêche, ce qui provoque la famine dans la région.[68] Cependant, il est difficile de savoir qui tue les pêcheurs car il existe différentes « patrouilles », dont certaines sont congolaises.[69] Néanmoins, en termes de politique identitaire, il est intéressant qu'au moins certaines personnes insistent sur le fait que les meurtres sont perpétrés par des Rwandais. Ce n'est pas un phénomène rare dans l'est de la RDC. Parfois, lorsque les gens ne savent pas qui sont les assaillants, ils attribuent simplement les meurtres aux Rwandais. Cela témoigne de la tendance à rendre les Rwandais responsables des problèmes du Congo et à considérer les conflits au Congo en termes identitaires grossiers, alors que les sources de ces conflits sont beaucoup plus complexes. En somme, comme dans les autres exemples traités dans ce rapport, le conflit entre les Bany'Idjwi et le Rwanda est lié à un conflit sous-jacent sur les ressources naturelles, l'autorité et le droit, dans ce cas, le droit de pêche.

[68] Entretien avec un chef de village, Bwiru, chefferie de Ntambuka, 8 août 2021.
[69] Selon nos sources, depuis 2006, 36 pêcheurs ont été tués par des patrouilles non identifiées, ou se sont noyés en sautant dans l'eau pour s'échapper. Entretien avec le président d'un site de pêche, Kishovu, chefferie de Ntambuka, 1er août 2021.

5 | Conclusion

Le présent rapport est consacré aux politiques d'identité ethnique dans l'est de la RDC. Nous avons démontré que les conflits de l'est de la RDC ne sont pas forcément des conflits ethniques en soi, car ce terme reproduit les récits de conflits actuels, qui instaurent et justifient les hostilités et l'antagonisme entre les différentes catégories d'identité. Ces récits de conflit tendent à dépeindre les conflits comme opposant d'anciens ennemis ethniques engagés dans une bataille historique pour la survie, l'autonomie et la suprématie. À titre d'exemple, le conflit entre les communautés rwandophones et les autres communautés des Kivus ne doit pas être interprété comme une bataille entre d'anciens ennemis ethniques. Une telle représentation du conflit place le passé dans un contexte de perceptions et intérêts des parties prenantes au conflit d'aujourd'hui. Dans le but de mettre un frein à ces récits de conflit, nous avons analysé certains de ces conflits d'un point de vue historique. Nous avons établi qu'avant la période coloniale, les régions connues aujourd'hui sous le nom de Kalehe et île d'Idjwi constituaient une zone de transition entre deux zones culturelles et écologiques : les petites sociétés des cultures forestières où le pouvoir était largement partagé et les cultures interlacustres où le pouvoir était plus centralisé. Il n'y avait cependant pas de frontière nette entre ces deux grandes zones culturelles.

Peu après l'indépendance, Crawford Young nous a rappelé que le tribalisme n'est pas « un phénomène propre à la forêt vierge ; le conflit désastreux entre les Lulua et les Luba à Luluabourg n'était en aucun cas la reconstitution d'une guerre obscure dans les brumes du passé précolonial ». Il a plutôt affirmé que l'expérience coloniale n'a pas seulement superposé un État, mais a aussi

profondément affecté les sociétés africaines préexistantes (Young 1965, 234). En nous appuyant sur l'observation de Young, nous soutenons que l'institutionnalisation de territoires ethniques appelés chefferies coutumières pendant la période coloniale a été un vecteur important dans la création de ce que Bogumil Jewsiewicki a appelé « la culture politique de l'ethnicité » en RDC (Jewsiewicki 1989). À première vue, ces chefferies reflétaient des politiques et institutions indigènes préexistantes. Cependant, la plupart des chefferies créées pendant la période coloniale ne reflétaient en aucun cas les institutions politiques indigènes. Au contraire, elles ont été créées à l'instigation des colonisateurs afin d'extraire des ressources et de maintenir l'ordre dans les zones rurales (Watts 2004 ; Hoffmann 2021 ; Moore 2005). Si ces chefferies étaient de piètres imitations des cultures et institutions politiques précoloniales, certaines élites indigènes ont joué un rôle important dans la transformation de la société pendant la période coloniale. Ces élites ont collaboré avec les autorités coloniales pour définir la culture, les valeurs et les normes indigènes ainsi que l'histoire de leur peuple. Ces informations ont ensuite été exploitées pour justifier la réorganisation des sociétés indigènes.

Sans recourir à ces témoignages indigènes (dépolitisés en tant que faits ethnographiques par les autorités coloniales), les chefferies coloniales auraient été sans aucune légitimité. La création des chefferies a donc été une stratégie de reconstitution du passé pour répondre aux besoins du présent à la fois de certaines élites indigènes et des autorités coloniales (Spear 2003), ce qui ne doit pas occulter le fait que les règles du jeu politique ont fondamentalement changé et que le champ d'action des élites indigènes a été fortement circonscrit par l'État colonial. En général, les chefs indigènes qui ont profité de la domination coloniale étaient ceux qui étaient prêts à collaborer avec les colonisateurs, comme Bera et Rubenga dans la partie nord d'Idjwi, Rushombo à Mpinga et Bigirumwami à Buzi. Ces chefs étaient reconnus comme étant des chefs coutumiers de territoires ethniques, qui avaient peu de choses en commun avec les cultures et institutions politiques préexistantes. Les chefs qui ont résisté, tels que plusieurs chefs Batembo et Ndogosa, le mwami du royaume d'Idjwi, ont été déportés. Parallèlement, leurs populations ont été soumises à de violentes représailles, à de lourdes taxes et au travail forcé. Ces faits sont essentiels dans la mesure où ils montrent à quel point les objectifs coloniaux d'extraction et d'accumulation des ressources ont déterminé

non seulement les personnes reconnues comme chefs coutumiers, mais aussi les frontières réelles des chefferies. Ainsi, la territorialisation de l'ethnicité était directement liée aux ambitions impériales de la Belgique et, par conséquent, à l'intégration forcée des sociétés indigènes dans l'orbite du capitalisme mondial.

Mais en quoi le processus de construction de l'État colonial a-t-il précisément contribué au façonnement de la culture politique de l'ethnicité en RDC ? Premièrement, la territorialisation de l'ethnicité a contribué à la création d'un modèle ethno-territorial de pensée et d'action politiques. Ce modèle s'est non seulement ancré dans le cadre administratif territorial de l'État, mais aussi dans les identités politiques, les droits, les imaginaires et les attitudes des gens. En d'autres termes, il a produit un cadre institutionnel et juridique qui lie les gens à leur identité ethnique, ainsi qu'une compréhension ethnicisée de la politique et du conflit, et des enjeux qui y sont liés. Deuxièmement, le processus de construction de l'État colonial a changé les règles du jeu politique dans l'est de la RDC de manière décisive. Avant la colonisation, la principale préoccupation du pouvoir politique était le maintien de la légitimité interne et de la cohésion communautaire. Pendant la période coloniale, les chefs coutumiers ont dû se concentrer sur l'extraction et l'accumulation des ressources, le maintien de l'ordre et l'obtention de la reconnaissance des autorités coloniales. S'ils ne parvenaient pas à atteindre ces objectifs, ils pouvaient être déportés ou pire encore. Au cours de ce processus, l'institution de la royauté a changé de caractère alors même qu'elle était de plus en plus liée aux idées de tradition et d'ethnicité. En effet, sous le régime colonial, l'institution de mwami (roi) a été largement recréée à l'image d'un seigneur féodal européen.

Si l'organisation coloniale des populations indigènes en chefferies était faite pour consolider l'hégémonie coloniale, elle s'est avérée très instable et a généré la résistance et le conflit partout. Pourtant, les fondements de cet ordre n'ont jamais été fondamentalement remis en cause. Même les législations récentes, telles que la loi de 2004 sur la nationalité congolaise, la Constitution de 2006 et la loi de 2008 sur la décentralisation, fonctionnent dans le cadre ethno-territorial colonial. Ce modèle ethno-territorial a sans aucun doute façonné le conflit au cours des dernières décennies de crises

multiples et de conflits violents en RDC. La création des chefferies coutumières coloniales a notamment eu pour effet à long terme de les transformer en vecteurs de revendications et de contre-revendications politiques, généralement articulées autour du besoin d'autonomie culturelle. La compétition économique entre également en jeu à ce stade, car l'autonomie territoriale implique un contrôle accru des ressources économiques, en particulier de la terre, de la main-d'œuvre et des taxes.

Le manque d'une identité unificatrice capable de contrecarrer le puissant élan fragmentaire des politiques d'identité ethnique exclusives et de l'extraction des ressources constitue l'un des problèmes majeurs que connaît la RDC. Pendant la deuxième guerre du Congo, un mouvement populaire patriotique et nationaliste a émergé dans l'est de la RDC pour lutter contre l'invasion de l'armée rwandaise. L'avant-garde de ce mouvement populaire était constituée par les différents groupes Maï-Maï. Au fond, le mouvement Maï-Maï était profondément ethnicisé. Il considérait que son principal ennemi était les Tutsi « nilo-hamitiques ». Cependant, après le départ de l'armée rwandaise dominée par les Tutsi en 2003, leur ennemi est devenu toute personne associée au Rwanda. Pourtant, la RDC abrite une importante population rwandophone dont les droits de citoyenneté sont, par conséquent, continuellement remis en question. Cela les laisse dans une insécurité chronique quant à leurs droits de citoyenneté, ce qui, historiquement, les a incités à protéger leurs intérêts en prenant les armes (Mamdani 1998 ; Stearns 2012). Dans les hauts plateaux de Kalehe, par exemple, les milices Banyarwanda et Tembo se disputent depuis des décennies les « cinq collines », riches en minerais. Si le conflit entre les communautés rwandophones et les autres communautés est l'un des plus graves et destructeurs que connaît la RDC, les conflits entre les autochtones et les allochtones sont endémiques à tous les niveaux territoriaux de l'État. La raison en est que sous le territoire, le pays est compartimenté en une grille emboîtée de territoires coutumiers (chefferies/secteurs, groupements, villages et même sous-villages) dont les frontières sociales, politiques et géographiques ont été créées par des processus d'exclusion et d'inclusion souvent violents. Ces conflits font partie de la mémoire collective des gens et influencent leur façon de comprendre la politique et le conflit. C'est en partie la raison pour laquelle, tout au long de son histoire, de l'État indépendant du Congo de Léopold II à la République

démocratique du Congo de Félix Tshisekedi, l'État moderne du Congo a été en proie à des conflits teintée d'ethnicité.

L'un des aspects les plus inquiétants de la situation actuelle est qu'il ne semble pas y avoir beaucoup d'espoir de changement. L'élite politique congolaise semble principalement préoccupée par l'enrichissement personnel et l'accumulation du pouvoir. Le président Félix Tshisekedi a promis d'éradiquer la corruption et l'impunité, mais bien que plusieurs procès et arrestations très médiatisés aient eu lieu, il ne semble pas, pour le moment, que le comportement de l'élite politique congolaise ait beaucoup changé. L'enrichissement personnel et l'accumulation du pouvoir restent les principaux objectifs de l'autorité. L'identité ethnique reste également une stratégie clé pour atteindre ces objectifs fondamentaux. Une grande partie de l'élite politique congolaise prétend défendre les intérêts de ses territoires d'origine. Les dirigeants politiques offrent des cadeaux à leurs partisans, qui sont souvent des co-ethniques, pour montrer leur grandeur, leur pouvoir et souci de leur communauté d'origine. Cependant, ces actes restent le plus souvent symboliques, car la plupart des rentes dérivées des fonctions politiques ne profitent finalement qu'aux élites elles-mêmes et à leurs relations sociaux proches. La révélation des montants énormes amassés et délocalisés par l'ancien président Kabila et son entourage ces dernières années en est un exemple. La politique au niveau national et au niveau local est liée. Les leaders politiques dans les arènes politiques locales font partie de grandes coalitions politiques et participent aux logiques clientélistes du système. Les leaders politiques locaux reproduisent les politiques d'identité et de clientélisme pour s'emparer du pouvoir et des ressources. Cependant, en fin de compte, la question est de savoir ce que les citoyens congolais peuvent attendre de cette forme de politique basée sur la recherche de profits. La plupart des congolais vivent dans une pauvreté inacceptable et reçoivent très peu en échange de leur travail et des taxes (le plus souvent illégales) qu'ils paient. Il n'existe pratiquement rien en termes de services publics de base tels que la santé, l'éducation, la sécurité et la justice. Au lieu de cela, la plupart des ressources accumulées sont détournées par les élites politiques et militaires et leurs partenaires commerciaux internationaux. Si la présidence de Tshisekedi n'a pas encore fait l'objet d'un examen approfondi, un modèle historique clair est en jeu. Depuis la colonisation, l'objectif de l'autorité politique a été

de maintenir l'ordre et de faciliter l'accumulation des ressources. L'identité ethnique et sa territorialisation ont été utilisées comme une stratégie politique pour s'assurer de la continuité de ce modèle.

RÉFLEXIONS SUR LA DÉCOLONISATION DE LA POLITIQUE D'IDENTITÉ ETHNIQUE EN RDC

Nous estimons qu'il n'est pas approprié de fournir une série de courtes recommandations sur une question aussi complexe et sensible que la politique d'identité ethnique en RDC. Non seulement parce qu'il y a un risque à simplifier un ensemble de questions très complexes, mais aussi parce que nous pensons que les politiques devraient être formulées principalement par ceux qui sont les plus touchés par les multiples crises de la RDC : le peuple congolais. Nous aimerions plutôt proposer quelques réflexions sur la manière de sortir de la situation actuelle.

Comme notre étude le montre, le triple héritage colonial de territorialisation ethnique, d'extraction de ressources et de centralisation du pouvoir n'a pas servi les intérêts de la majorité de la population congolaise. Selon nous, il est donc pertinent de commencer à réfléchir sérieusement à la manière de décoloniser les politiques identitaires au Congo. Nous ne prétendons pas que cela peut être fait en peu de temps ou par une série d'ajustements mineurs. Il ne suffit pas de réarranger les sièges du Titanic pour le sauver. Compte tenu des piètres antécédents du système politique congolais en matière de satisfaction des besoins fondamentaux de ses citoyens, malgré de modestes avancées démocratiques, nous ne voyons pas comment cela pourrait se faire sans des changements structurels fondamentaux dans la politique de distribution des ressources et de l'identité. En termes simples, nous estimons qu'une part beaucoup plus importante de la richesse congolaise en ressources naturelles doit être investie dans le bien-être général des citoyens congolais, par la création d'institutions publiques capables de fournir des services de base aux populations, tels que l'éducation, la santé, la sécurité et la justice. De même, les congolais devraient bénéficier d'un taux de rendement beaucoup plus important sur les lourdes taxes, le plus souvent illégales, qui leur sont imposées. En ce qui concerne la politique d'identité ethnique, nous ne pensons pas qu'il soit possible ou souhaitable d'essayer de l'interdire, comme Mobutu l'a fait dans les années 1970. Nous

pensons qu'en tant que chercheurs, il serait immorale à l'éthique de suggérer l'interdiction de quelque chose d'aussi fondamentalement important pour les individus que leur identité politique collective. Cela dit, nous pensons qu'il existe suffisamment de preuves pour montrer que le type de politique identitaire polarisée qui a cours dans de nombreuses régions de la RDC aujourd'hui est truffé de dangers et propice à la violence à grande échelle. Nous soutenons donc que, pour réduire le niveau de violence et de conflit en RDC, il est nécessaire de repenser la signification de l'identité ethnique et le rôle qu'elle peut jouer en politique, y compris dans la consolidation de la paix. Plus précisément, nous suggérons que l'héritage colonial de communautés ethniques territorialement délimitées et dirigées par des « despotes décentralisés » (Mamdani 1996) est particulièrement préjudiciable aux perspectives de paix et de réconciliation. Ce modèle a trop souvent été utilisé pour justifier la violence à grande échelle, l'accaparement du pouvoir et l'extraction des ressources, non seulement en RDC, mais aussi en Afrique centrale en général. Cependant, ce n'est pas parce que les idées coloniales d'ethnicité ont été déployées au profit de la violence et de l'exclusion que les identités collectives, les institutions, les valeurs et les normes précoloniales qui sous-tendent l'organisation communautaire doivent être écartées. Au contraire, il existe suffisamment de preuves historiques qui montrent que de nombreuses institutions politiques et identités collectives précoloniales indigènes au Congo étaient beaucoup plus inclusives, fluides et équitables, y compris dans l'est de la RDC, que celles qui ont été créées pendant la période coloniale. Certains de ces éléments pourraient-ils être exploités pour promouvoir un système plus équitable et plus juste en termes ethniques, sociaux, environnementaux et économiques ? Nous pensons que leur potentiel doit être exploré. Cependant, la question est de savoir dans quelle mesure il est réaliste de « faire revivre » et de « réactualiser » les valeurs et institutions précoloniales dans les conditions actuelles, car elles remettent en cause le statu quo. Pourtant, à notre connaissance, il existe suffisamment de pratiques locales de solidarité et de partage des ressources pour être optimiste à cet égard.

Cela fait longtemps que la communauté internationale souhaite, sans y parvenir, stabiliser la RDC. À notre avis, à ce stade, les organisations d'aide internationale et les gouvernements qui souhaitent soutenir la stabilisation

doivent accepter que cela nécessitera un changement transformateur, qui implique un fort élément de décolonisation ex post facto. Selon nous, les efforts des acteurs internationaux devraient se concentrer sur deux points : la prévention de la fuite des capitaux et l'amélioration de la justice sociale. Nous suggérons donc qu'ils explorent toutes les voies légales pour empêcher l'élite politique congolaise et ses partenaires internationaux de dissimuler leurs fortunes dans des paradis fiscaux. Dans le cadre de cet effort, ils devraient s'efforcer de faire en sorte que les accords signés entre les élites politiques congolaises et les entreprises internationales pour l'exploitation des immenses richesses de la RDC et de sa main-d'œuvre bénéficient dans une plus large mesure aux citoyens congolais ordinaires.

6 | Bibliographie

Action pour la paix et la concorde. 2009. "Analyse de Contexte Du Territoire de Kalehe." Bukavu.

———. 2012. "Conflicts Fonciers et Dynamiques de Cohabitation En Territoire de Kalehe: Sud-Kivu, Est de La RDC." Bukavu: Life and Peace Institute.

Autesserre, Séverine. 2021. *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*. New York: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780197530351.001.0001.

Bawele, Mumbanza mwa. 1995. "La Dynamique Sociale et l'épisode Colonial: La Formation de La Société 'Bangala' Dans l'entre Zaïre-Ubangi." *Canadian Journal of African Studies* 29 (3): 351–74.

Biebuyck, Daniel P. 1957. "L'organisation Politique Des Banyanga: La Chefferie d'Ihana: 1." *Kongo-Overzee* 22 (1–2): 301–41.

Bourdieu, Pierre. 1991. *Language and Symbolic Power*. Cambridge: Polity Press.

Bouvy, Alexis, Stanislas Bisimiwa, and Eric Batumike. 2021. "La Paix Des Armes Dans Le Nord de Kalehe: Stabilisation, Démobilisation et Reconfiguration." Ghent.

Brubaker, Rogers. 2009. "Ethnicity, Race, and Nationalism." *Annual Review of Sociology* 35: 21–42.

Brubaker, Rogers, and Frederick Cooper. 2000. "Beyond 'Identity.'" *Theory and Society* 29 (1): 1–47. https://doi.org/10.1023/A:1007068714468.

Bucyalimwe Mararo, S. 1997. "Land, Power and Ethnic Conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s-1994." *International Journal of African Historical Studies* 30: 503–38.

Callaghy, Thomas M. 1984. *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*. New York: Columbia University Press.

Congo Research Group, and Pulitzer Center on Crisis Reporting. 2017. "All the President's Wealth: The Kabila Family Business." New York.

Dunn, Kevin. 2003. *Imagining the Congo: The International Relations of Identity*. New York: Palgrave Macmillan.

Elden, Stuart. 2010. "Land, Terrain, Territory." *Progress in Human Geography* 34 (6): 799–817. https://doi.org/10.1177/0309132510362603.

Englebert, Pierre, Alma Bezares Calderon, and Lisa Jené. 2018. "Provincial Tribalisation. The Transformation of Ethnic Representativeness under Decentralisation in the DR Congo." *SLRC Working Paper 61*.

Hall, Stuart, and P du Gay. 1996. *Questions of Cultural Identity*. London - Thousand Oaks - New Dehli: Sage Publications.

Halvorsen, Kate. 1999. "Protection and Humanitarian Assistance in the Refugee Camps in Zaïre: The Problem of Security." In *The Rwanda Crisis from Uganda to Zaïre: The Path of a Genocide*, edited by Howard Adelman and Astri Surhke, 307–20. New Jersey: Transaction Publishers.

Hoffmann, Kasper. 2015. "Zaire (The Congo)." In *The Wiley Blackwell Encyclopedia of Race, Ethnicity, and Nationalism*.

John Wiley & Sons, Ltd. https://doi.org/10.1002/9781118663202.wberen616.

———. 2021. “Ethnogovernmentality: The Making of Ethnic Territories and Subjects in Eastern DR Congo.” *Geoforum* 119 (October 2019): 251–67. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2019.10.002.

Hoffmann, Kasper, and Koen Vlassenroot. 2014. “Armed Groups and the Exercise of Public Authority. The Cases of the Mayi Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu.” *Peacebuilding* 2 (2): 202–20. https://doi.org/10.1080/21647259.2014.910384.

Hoffmann, Kasper, Koen Vlassenroot, and Gauthier Marchais. 2016. “Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo.” *Development and Change* 47 (6): 1434–56. https://doi.org/10.1111/dech.12275.

Hoffmann, Kasper, Koen Vlassenroot, and Emery Mudinga. 2020. “Courses Au Pouvoir: The Struggle over Customary Capital in the Eastern Democratic Republic of Congo.” *Journal of Eastern African Studies* 14 (1): 125–44. https://doi.org/10.1080/17531055.2019.1711321.

International Crisis Group. 2021. “Stabilising the Democratic Republic of Congo after an Apex Power Struggle.” Brussels-Nairobi.

Jackson, Stephen. 2007. “Of ‘Doubtful Nationality’: Political Manipulation of Citizenship in the D. R. Congo.” *Citizenship Studies* 11 (5): 481–500. https://doi.org/10.1080/13621020701605792.

Jewsiewicki, Bogumil. 1989. “The Formation of Political Culture of Ethnicity in the Belgian Congo, 1920-1959.” In *The Creation of Tribalism in Southern Africa*, edited by Leroy Vail, 324–50. London: James Currey.

Kalb, Madeleine. 1982. *The Congo Cables: The Cold War in Africa from Eisenhower to Kennedy*. New York: Macmillan.

Kaningini, B, Jean-Claude Micha, J. Vandenhaute, Jean-Philippe Platteau, H. Watongoka, C. Mélard, M. K. Wilondja, and M. Isumbisho. 1999. *Pêche Du Sambaza Au Filet Maillant Dans Le Lac Kivu*. Namur, Belgium: Presses Universitaires de Namur.

Kasi, D. 1971. “La Tutelle Du Pouvoir Central Sur Les Authorités Locales: Cas de La Collectivité Local Buhavu.” Université de Lovanium.

Kopytoff, Igor. 1987. *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*. Bloomington: Indiana University Press.

Lemarchand, René. 1964. *Political Awakening in the Congo: The Politics of Fragmentation*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Louis, William Roger. 1963. *Ruanda-Urundi 1884-1919*. Oxford: Clarendon Press.

Mamdani, Mahmood. 1996. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.

———. 1998. “Understanding the Crisis in Kivu: Report of the CODESRIA Mission to the Democratic Republic of Congo.” *Human Rights Project*. CODESRIA.

Mapendano Pindo, B. 1977. “Essai d’histoire Politique Des Batembo.” Bukavu: Université Nationale du Zaïre.

Mathieu, Paul, and Jean-Claude Willame. 1999. *Conflits et Guerres Au Kivu et Dans La Region Des Grands Lacs: Entre Tensions Locales et Escalade Régionale*. *Cahiers Africaine*. Vol. 39–40. Tervuren-Paris: L’Harmattan.

Mathys, Gillian. 2014. “People on the Move: Frontiers, Borders, Mobility and History in the Lake Kivu Region Nineteenth–Twentieth Century.” Ghent University.

Moore, Donald S. 2005. *Suffering for Territory: Race, Place, and Power in Zimbabwe*. Durham and London: Duke University Press.

Musamba, Josaphat. 2018. "Les Dynamiques Conflictuelles Entre Pêcheurs et Polices Maritimes Sur Le Lac Kivu." Suluhu Special Series. 2018.

Muzalia, Godefroid, Alain Mufanzara, Eric Batumike, and Stanislas Bisimwa. 2022. "Le Territoire de Kalehe: Ni Paix, Ni Guerre? Un Context de Conflits et Persistance de l'insécurité." Ghent.

Ndaywel è Nziem, Isidore. 1998. *Histoire Générale Du Congo: De l'héritage Ancien à La République Démocratique*. Bruxelles: De Boeck & Larcier.

Newbury, David. 1978. "Bushi and the Historians: Historiographical Themes in Eastern Kivu." *History in Africa* 5: 131–51.

———. 1982. "Clan Alterations and Political Centralization on Ijwi Island, Zaire, ca. 1780--ca. 1840." *Cahiers d'Etudes Africaines, Vol.22, Issue 3-4, p.441* 22 (3–4): 441.

———. 1987. "'Bunyabungo': The Western Rwandan Frontier, c. 1750-1850." In *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, edited by Igor Kopytoff. Bloomington: Indiana University Press.

———. 1991. *Kings and Clans: Ijwi Island and the Lake Kivu Rift, 1780-1840*. Madison WI: University of Wisconsin Press.

———. 2009. *The Land beyond the Mists: Essays on Identity and Authority in Precolonial Congo and Rwanda*. Athens OH: Ohio University Press.

Newbury, David, and M Catharine Newbury. 1982. "King and Chief: Colonial Politics on Ijwi Island (Zaire)." *International Journal of African Historical Studies* 15 (2): 221–46.

———. 2000. "Bringing the Peasants Back In: Agrarian Themes in the Construction and Corrosion of Statist Historiography in Rwanda." *American Historical Review* 105 (3): 832–77.

Njangu, Canda-Ciri. 1973. "1973 La Resistance Shi à La Penetration Européenne (1900-1920)." Université Nationale de Zaïre, Campus de Lubumbashi.

Phimister, Ian. 2011. "Corporate Profit and Race in Central African Copper Mining, 1946-1958." *Business History Review* 85 (4): 749–74. https://doi.org/10.1017/S0007680511001188.

Prunerelle, La. 2019. "Le Mandat Du Mwami Ntambuka Ne Sera Pas Validé Pour Incompatibilité Avec Son Status de Chef Coutumier," 2019.

Reuters. 2021. "Congo Bill to Limit Presidential Eligibility Prompts Backlash," July 9, 2021. https://www.reuters.com/world/africa/congo-bill-limit-presidential-eligibility-prompts-backlash-2021-07-09/.

Schatzberg, Michael G. 1988. *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press.

Shanyungu, Sadiki Amri. 1974. "L'Histoire Politique Du Groupement Buzi-Ziralo." Bukavu, Zaire: Institut Pédagogique de Bukavu.

———. 1988a. "Bahavu et Batembo Dans La Chefferie Buhavu: Fin XIXième S - 1928." *Cahier Du CERUKI* 21: 74–99.

———. 1988b. "La Création de La Chefferie Buhavu et Son Impact Sur La Situation Politique Dans l'ancien Territoire de Kalehe (1928-1967)." *"Études" Collection de CERUKI* 22: 1–50.

Spear, Thomas. 2003. "Neo-Traditionalism and the Limits of Invention in British Colonial Africa." *The Journal of African History* 44 (01): 3–27. https://doi.org/10.1017/S0021853702008320.

Stearns, Jason. 2012. *From CNDP to M23: The Evolution of an Armed Movement in Eastern Congo.* London-Nairobi: Rift Valley Institute.

———. 2013a. "PARECO: Land, Local Strongmen and the Roots of Militia Politics in North Kivu." London-Nairobi.

———. 2013b. “Raïa Mutomboki: The Flawed Peace Process in the DRC and the Birth of an Armed Franchise.” Nairobi and London.

Sungura, Amir, Ndakasi Ndeze, Murenzi Mbamba, Hadji Rugambwa, and Limbo Kitonga. 2021. “Politics of the Past and the Present: The Changes of Conflict in Eastern Congo’s Petit Nord-Kivu.” Ghent.

Tessier, A, A Richard, P Masilya, E R Mudakikwa, A Muzana, and J Guillard. 2020. “Spatial and Temporal Variations of Limnothrissa Miodon Stocks and Their Stability in Lake Kivu.” *Journal of Great Lakes Research* 46 (6): 1650–60. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.jglr.2020.09.009.

The Carter Center. n.d. “Democratic Republic of the Congo 2018 Harmonized, Parliamentary and Provincial Elections: Expert Mission Report.”

Trapido, Joe. 2015. “Africa’s Leaky Giant.” *New Left Review*, no. 92: 5–40.

Vandewoude, E J. 1959. “Documents Relatifs à l’ancien District Du Kivu, 1900-1922.” Vol. 3. Léopoldville.

Vansina, Jan. 1966. “Kingdoms of the Savanna.”

———. 1990. *Paths in the Rainforests: Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*. Madison: University of Wisconsin Press.

Verweijen, Judith. 2016. *Stable Instability: Political Settlements and Armed Groups in the Congo. Rift Valley Institute: Usalama Project.*

Verweijen, Judith, Juvénal Twaibu, Moïse Ribakare, Paul Bulambo, and Freddy Mwambi Kasongo. 2021. “Mayhem in the Mountains: How Violent Conflict on the Hauts Plateaux of South Kivu Escalated.” Ghent.

Villers, Gauthier de, and Jean Omasombo Tshonda. 2002. “An Intransitive Transition.” *African Political Economy* 29 (93): 399–410. http://www.informaworld.com/10.1080/03056240208704629.

Vlassenroot, Koen. 2002. “Citizenship, Identity Formation & Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge.” *Review of African Political Economy* 29 (93–94): 499–516.

Vlassenroot, Koen, Emery Mudinga, and Kasper Hoffmann. 2016. “Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and SOuth Kivu.” Nairobi.

Vogel, Christoph. 2014. “Contested Statehood, Security Dilemmas and Militia Politics: The Rise and Transformation of Raïa Mutomboki in Eastern DRC.” *L’Afrique Des Grand Lacs* 2014–2015: 299–324.

Watts, Michael. 2004. “Resource Curse? Governmentality, Oil and Power in the Niger Delta, Nigeria.” *Geopolitics* 9 (1): 50–80. http://www.scopus.com/inward/record.url?eid=2-s2.0-16544390443&partnerID=40&md5=ace9f8cd25c0e943049694c231726e7f.

Weiss, Herbert F. 1967. *Political Protest in the Congo: The Parti Solidaire Africain during the Independence Struggle*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

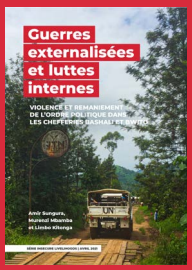
Willame, Jean-Claude. 1964. *Les Provinces Du Congo Structures et Fonctionnement: Lomami - Kivi Central*. Edited by Benoît Verhaegen. Léopoldville: Institut de Recherches Economiques et Sociales.

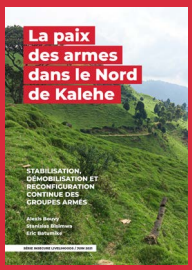
———. 1997. *Banyarwanda et Banyamulenge: Violence et Gestion de l’identitaire Au Kivu. Zaïre, Années 90*. Vol. 25. Brussels-Paris: L’Harmattan.

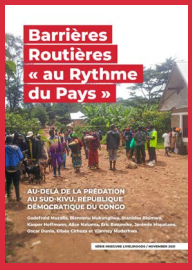
Young, Crawford. 1965. *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*. New Jersey: Princeton University Press.

Young, Crawford, and Thomas Turner. 1985. *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison: The University of Wisconsin Press.

The Insecure Livelihoods Series







CRG
CONFLICT RESEARCH GROUP

GEC-SH
GROUPE D'ETUDES SUR LES CONFLITS ET LA SECURITE HUMAINE

GIC
GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK